



Revue de presse

octobre 2025

Press release

October 2025

Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique

Network of African journalists specialised in sustainable development and climate change

Association Africa 21
www.africa21.org

Références : ACEA, ACEF, Adaptation fund, AfCFTA, AfDB, African Union, Asian development bank, BAD, BEI, COP 16, COP 30, European Union, FAO, GIZ, Global environment facility, Green climate fund, Inter-american development bank, IUCN, OIM, OMS, Paris Agreement, PNUD, UICN, UNCCD, UNDP, UNFCCC, UNECA, UNEP, UNESCO, Union africaine, Union Européenne, World Bank.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Le rôle des femmes dans la conservation de la biodiversité au Bénin ; Notre environnement en question, Radio Parakou/ORTB, octobre 2025.....	5
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar : La connaissance de l'interaction mère-baleineau, clé de voûte pour la conservation de la baleine à bosse ; Mongabay, 6 octobre 2025.	6
Najeh Kharrez (Tunisie); Urgence écologique en Tunisie : un tournant décisif pour l'avenir environnemental du pays; L'Echo Tunisien, 7 octobre 2025.	14
Jenifer Gilla (Tanzania) ; Harnessing Artificial Intelligence for environmental resilience ahead of COP30 ; Habitat Media, October 8, 2025.	18
Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Quand des produits manufacturés deviennent un danger pour la santé ; SciDev.net, 8 octobre 2025.	20
Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Tekelsa : Une plage menacée entre érosion, pollution et initiatives citoyennes ; La Presse, 9 octobre 2025.	29
Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : plus de 96 000 arbres replantés pour restaurer la biodiversité du bassin du Congo ; Environnementales, 10 octobre 2025.	32
Naïma Cherii (Maroc) ; El Hajeb : L'assèchement énigmatique des sources d'eau ; Le Reporter Express, 11 octobre 2025.	34
Esther Omopariola (Nigeria); Experts Push For Stronger Policies To Accelerate Africa's Circular Economy Drive; TVC News, October 13, 2025.	40
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Plantes nurses et mycorhizes : des outils puissants pour la restauration écologique ; Mongabay, 13 octobre 2025.	40
Marwa Ben Abdennabi (Tunisia) ; Addis-Abeba : Formation sur l'économie circulaire au profit de journalistes africains ; Agence Tunis Afrique Presse, 13 octobre 2025.	46
Aissatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; Addis-Abeba : Des journalistes africains formés sur l'économie circulaire ; L'Ecologiste, 13 octobre 2025.	48
Stella Mbuh (Cameroon) ; Cameroon urged to adopt circular economy model to tackle waste crisis, youth unemployment; Mimi Mefo Info, October 14, 2025.	50
Ndiol Seck (Sénégal) ; Économie circulaire en Afrique: une solution intégrée et des défis à relever ; Le Soleil, 14 octobre 2025.	54



Marwa Ben Abdennabi (Tunisia); Afrique : Aligner les politiques pour accélérer la transition vers l'économie circulaire; Agence Tunis Afrique Presse, 14 octobre 2025.	.. 56
Esther Omopariola (Nigeria); African Circular Economy Alliance Holds Annual Meeting In Addis Ababa; TVC News, October 14, 2025.....	58
Samuel Abate (Ethiopia) ; African Circular Economy Alliance Pushes for Continental Action ; October 15, 2025.	59
Ndiol Seck (Sénégal) ; Économie circulaire: 21 pays africains cherchent à harmoniser leurs initiatives ; Le Soleil, 15 octobre 2025.	62
Bosco Kwizera (Rwanda); News Bulletin: Africa circular economy alliance : delegates gathered in Ethiopia to discuss the progress that has been made ; Rwanda TV, October 15, 2025.	64
Marwa Ben Abdennabi (Tunisia); Afrique : «Promouvoir une approche de financement panafricaine pour accélérer la transition vers l'économie circulaire » (Coordinatrice principale de programme/ BAD) ; Agence Tunis Afrique Presse, 15 octobre 2025.....	65
Stella Mbuh (Cameroon) ; circular economy in action : Ethiopia's policy blueprint offers key lessons for Cameroon and Africa; Mimi Mefo Infos, October 15, 2025.....	68
Alain Muhiirwe (Burundi) ; Les actions de l'OIM en matière de migrations liées aux effets du changement climatique au Bur ; ISANO Magazine, 16 octobre 2025.....	73
Ndiol Seck (Sénégal); Financement, manque de compétences, absence de normalisation : Ces goulots d'étranglement au développement de l'économie circulaire en Afrique ; Le Soleil, 16 octobre 2026.	74
Boris Ngounou (Cameroun) ; Les zones humides d'eau douce, poumons climatiques en danger selon un nouveau rapport de l'EJF ; Environnementales, 17 octobre 2025.	76
Aïssatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; L'économie circulaire en Afrique : produire durablement, valoriser les ressources locales ; L'Ecogiste, 17 octobre 2025.....	78
Bosco Kwizera (Rwanda); Urubyiruko rwa Afurika rurasaba koroherezwa kubona ibirango by'ubuziranenge; Rwanda TV, October 20, 2025.....	81
Stella Mbuh (Cameroun) ; 6PM TV News, Equinox TV, october 20, 2025.	82
Aïssatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; Les 5 Big Bets : cinq paris pour transformer l'économie africaine ; L'Ecogiste, 20 octobre 2025.....	83
Boris Ngounou (Cameroun) ; Svalbard : L'Afrique en première ligne de la sauvegarde du patrimoine agricole ; Environnementales, 22 octobre 2025.	86
Venance Ayébo Tossoukpe (Bénin) ; Innovation en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire : Parakou accueille la 3ème édition du Climathon au Bénin ; Journal Santé Environnement, 23 octobre 2025.....	89
Esther Omopariola (Nigeria); Sustained Organic Backyard Farming In Ibadan + Circular Economy Revolution + More Green Angle; TVC News, October 24, 2025.	91

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Catastrophes naturelles: Un défi pour les assurances ; Horizons, 25 octobre 2025.....	92
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Numérisation: Un levier essentiel pour une meilleure anticipation ; Horizons, 27 octobre 2025.	95
Christopher Bendana (Uganda) ; Uganda's path to \$500 billion economy lies in climate investments, study says ; October 27, 2025.	97
Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Burundi employs plants to curb landslides ; Dialogue Earth, October 28, 2025.....	103
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Accélération de la numérisation et intégration de l'innovation dans l'agriculture ; Horizon, 28 octobre 2025.....	108
Boris Ngounou (Cameroun) ; Contrôle défaillant : comment le poisson illégal d'Afrique est manger en Europe ; Environnementales, 29 octobre 2025.	111
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar : Mettre l'environnement et les ressources naturelles au cœur de la refondation nationale ; Mongabay, 31 Oct 2025. .	112



Ernest Agbota (Bénin) ; Le rôle des femmes dans la conservation de la biodiversité au Bénin ; Notre environnement en question, Radio Parakou/ORTB, octobre 2025.

Tag : IUCN.

Pour écouter l'émission :

<https://drive.google.com/file/d/1SEUvnB2kl9xcZonpB2SkBmHJGOhWdOLU/view>

Cette émission radiophonique propose une immersion au plus près des réalités féminines dans la conservation de la biodiversité béninoise. À travers témoignages, analyses d'experts et récits de terrain, elle met en lumière comment les femmes contribuent, au quotidien, à la préservation des écosystèmes, tout en faisant face à des défis majeurs : accès limité aux terres, pression économique, changements climatiques et faible reconnaissance institutionnelle.

En donnant la parole à une forestière, l'émission questionne également les enjeux de genre dans les politiques environnementales au Bénin et explore des pistes pour une conservation plus inclusive, durable et équitable.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar : La connaissance de l'interaction mère-baleineau, clé de voûte pour la conservation de la baleine à bosse ; Mongabay, 6 octobre 2025.

Tag : UICN, UNESCO.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2025/10/madagascar-la-connaissance-de-linteraction-mere-baleineau-cle-de-voute-pour-la-conservation-de-la-baleine-a-bosse/>

SAINTE-MARIE, Madagascar — Dans la matinée du 28 septembre dernier, une scène fascinante de rare occurrence se produisant en mer à Toamasina, la ville abritant le plus grand port maritime de Madagascar sur sa côte Est, a émerveillé des témoins incrédules. Deux baleines à bosse (*Megaptera novaeangliae*) adultes y ont été aperçues en train de jouer au large du lieu-dit Miami au grand bonheur des passants chanceux. Des photos prises à la hâte et postées sur Facebook, ont forcé l'admiration du public. Un collègue journaliste, contacté au téléphone, a confirmé le fait. Une vidéo montrant une mère et un baleineau en déplacement au large de la même ville a aussi circulé sur les réseaux sociaux deux jours plus tard.

Chaque année, des amoureux de la nature, nationaux et étrangers, dépensent des fortunes pour le whale watching en mettant le cap sur Sainte-Marie, une île effilée de 220 kilomètres carrés au large de la côte nord-est malgache. Les géants marins de passage au large de Toamasina dans les journées du 28 et du 30 septembre dernier, ont été sur la route du retour vers les mers froides dans l'Antarctique, en suivant un corridor migratoire ou un couloir de navigation, dont ils connaissent les repères. Ces paisibles géants de la mer venaient de clore leur séjour dans l'océan Indien.

Le garde-manger de ces cétacés se trouve au pôle Sud, les eaux de Sainte-Marie sont leur maternité et lieu de reproduction, où elles viennent, chaque année, pour s'accoupler et mettre bas. « L'absence de lumière et le froid extrême durant l'hiver austral amènent presque tous les animaux vivant dans l'Antarctique à migrer ailleurs, sauf les manchons », a expliqué Dr Anjara Saloma, biologiste marine.

Elle préside la Cétamada, une association de droit malgache fondée en 2009, œuvrant pour la préservation de la faune marine à Madagascar et dans l'océan Indien, et ayant son siège à Ambodifotatra, Sainte-Marie.

En 2018, la chercheure, qui coordonne l'unité de recherche de Cétamada, a soutenu une thèse, en cotutelle entre les universités d'Antananarivo et de Paris-Saclay en France, sur l'interaction mère-baleineau, la première de son genre dans le monde. « Très peu d'informations sur cet aspect ont été disponibles au niveau mondial », a-t-elle ajouté.

Selon la scientifique, la température des eaux autour de l'île convient aux baleineaux qui supportent mal le froid extrême de l'hiver austral au pôle Sud, pourtant riche en nourriture. « Les parents y ramènent leurs bébés, lorsque ceux-ci sont suffisamment résistants, pour s'y alimenter en famille », a-t-elle dit à Mongabay, au cours d'un entretien direct en juillet 2024.

Sa recherche a permis d'apprendre plus sur la communication par la vocalisation entre la mère et son petit, le soin maternel, etc. Le résultat de l'étude, qui a nécessité l'usage des dispositifs technologiques de pointe, contribue à l'amélioration de la conservation de la baleine à bosse. La nouvelle réglementation appliquée au safari baleine à Madagascar, s'en inspire pour le renforcement de la protection des baleineaux, en particulier.

En réalité, les quatre baleines, en transit, tout près de la ville portuaire de Toamasina, vers la fin de septembre, ont fait leurs adieux avant de prendre congé de l'océan Indien, pour cette année. Leur prochain retour dans la zone aurait peut-être lieu à partir de la deuxième moitié du deuxième trimestre de 2026.

À Sainte-Marie, et aussi à l'île sœur, La Réunion, les premières venues pointent le bout de leur évent à la fin du mois de mai. Ceci marque le début de la période appelée « saison baleines ». La plupart arrivent mi-juillet et les groupes repartent à la fin de septembre ou en octobre au plus tard. Ce rituel annuel a existé depuis des temps immémoriaux.

Plus de 1 300 individus ont investi les eaux autour de La Réunion en 2013. Mais le record d'affluence revient toujours à Madagascar. Avec quelque 2 400 baleines identifiées durant la même période, l'île Sainte-Marie est considérée par les scientifiques comme l'une des grandes concentrations mondiales, sinon la plus grande, de baleines à bosse, selon le journal en ligne Zinfos974.



Des baleines aperçues au large de l'île Sainte-Marie, à Madagascar, et des équipes de Cetamada en pleine expédition en mer en juillet 2024. Image de Cétamada fournie par Rivonala Razafison.

Animal sacré pour les habitants de Sainte-Marie

L'animal a toute sa sacralité pour les 30 000 habitants de Sainte-Marie, qui l'appellent zanaharibe (grand dieu), et a sa place dans leur croyance. « Un Arabe nommé Ibrahim vivait avec les autochtones. A la vue du mammifère, parmi les animaux sacrés cités dans le Coran, il s'écriait : 'Allah Akbar' (Dieu est plus grand). À la question des curieux d'en savoir le sens, il répondait : 'Be Zanahary'. Le nom de zanaharibe est désormais accolé aux baleines venues autour de nous », a raconté Issoufa Omary, président de l'association des chefs des dix-sept fokontany de l'île (le fokontany est la plus petite unité administrative à Madagascar, Ndlr). Il est aussi parmi les gardiens des traditions locales. La baleine fait partie intégrante de l'identité de Sainte-Marie. Elle est son emblème et son produit-phare. Il est hors contexte d'évoquer le nom de Sainte-Marie de Madagascar sans avoir en tête l'image de la baleine. Les habitants s'en approchent en observant un rituel de demande de bénédictions encore conservé par les traditionnalistes. Tout un système coutumier s'organise autour de cette mégafaune marine. Parfois, ces géants paisibles passent des moments sur les berges et c'est là que les humains viennent à eux. Les baleines à bosse sont un véritable patrimoine vivant. « Auparavant, les gens évitaient de les montrer du doigt. C'était tabou. Pour venir à proximité d'eux, le port des sandales et des sous-vêtements était prohibé. Les gens se drapaient d'une cotonnade et les femmes devaient arborer un type de tresse spécifique », a dit à Mongabay, Jean de Dieu Botou, président en exercice de la Plateforme de concertation et d'appui au développement durable de l'île de Sainte-Marie (PCADDISM), au moment de l'interview en juillet 2024. Ces cétacés vénérés ont quand même été longtemps ignorés au pays. L'intérêt à leur égard s'est éveillé assez tardivement. « Quand je suis arrivé ici en 1998, les gens ne savaient même pas quelle espèce de baleine il y avait ici », a dit à Mongabay, François-Xavier Mayer, un hôtelier-restaurateur exerçant à Sainte-Marie. Il a constaté un manque flagrant de connaissances scientifiques sur le mammifère. En 2009, la Cétamada a vu le jour sous son impulsion.



Vue sur l'île Sainte-Marie, à Madagascar, lors du Festival des baleines en juillet 2024. Image de Rivonala Razafison.

Recours à l'intelligence artificielle

Les chercheurs ont alors commencé à affluer, parallèlement à la formation des guides et des écovolontaires, recrutés parmi les étudiants stagiaires. « Nous avons créé l'association pour la conservation des mammifères marins et leur habitat. Nous avons commencé par les baleines à bosse. Elles s'alimentent en Antarctique, naissent ici et s'accouplent ici. Elles font à Sainte-Marie les deux choses les plus importantes de la vie. Elles les font autour de Madagascar », a dit Mayer.

La recherche sur ces animaux marins coûte cher. Mais, au fur et à mesure, la Cétamada a fini par se doter d'équipements à la mesure de ses ambitions en devenant une plateforme scientifique qui accueille des étudiants malgaches préparant la licence, les masters et le doctorat. Dr Saloma a été au départ parmi les bénéficiaires de l'initiative. Elle encadre maintenant des étudiants et dirige des travaux de thèse. Les chercheurs étrangers aussi se bousculent au portillon. Les actions de conservation se mettent ainsi en place.

Depuis avril 2024, l'approche adoptée intègre une méthode d'identification à base d'intelligence artificielle. Elle consiste à photographier les caudales des baleines, à l'instar des empreintes digitales pour les humains, afin d'alimenter des données interactives en ligne auxquelles les organisations, travaillant sur les baleines dans le monde, ont accès.

« Les renseignements partagés facilitent le suivi, permettent de connaître l'âge des individus... et aident les autres à savoir que tel ou tel animal a déjà voyagé à Madagascar », a dit Misaina Ramanantsoa, étudiant en informatique, océan et climat à l'université d'Antananarivo et stagiaire en traitement des données chez Cétamada.

« L'intelligence artificielle nous aide à reconnaître les individus qui reviennent à Madagascar après leur retour en Antarctique », a corroboré Dr Saloma.

Selon elle, 0,02 % des baleines qui repartent pour le pôle Sud reviennent dans les eaux malgaches, même si la plupart y sont nées. Elles sont donc infiniment mobiles dans les océans. Pendant la période de reproduction, elles sont aussi présentes entre la côte Est de l'Afrique du Sud et le Mozambique, dans le Canal de Mozambique jusque dans l'archipel comorien, à l'ouest de Madagascar, et en Ile Maurice.

D'après le résultat des suivis satellitaires réalisés de 2012 à 2014, les spécimens migrant à Sainte-Marie, à chaque saison, ne sont pas les mêmes du jour au lendemain. Contrairement aux idées reçues avant cette période, les cétacés venus au début de la saison, n'y restent pas longtemps. Ils n'y font que transiter. « En moyenne, elles passent quatre jours ici. Les unes arrivent et les autres s'en vont », affirme l'experte.

Les effectifs des animaux repérés à Sainte-Marie et à La Réunion nécessitent donc une technique de comptage plus affinée.



Mer émeraude de Sainte-Marie, côté Océan Indien, Madagascar. Image de Anai171 via Wikimédia Commons (CC BY-SA 4.0).

Le rôle du Festival des baleines

Dès l'an 2000, le Festival des baleines est institué pour attirer l'attention générale sur la mégafaune marine. Le secteur privé a le mérite de créer cet événement grandiose. Il se tient habituellement au mois de juillet et draine une immense foule de résidents et de non-résidents. Les organisateurs ont choisi Julien Lepers pour parrainer la dernière édition, qui s'est déroulée du 12 au 20 juillet. Le célèbre animateur d'émissions télévisées français a alors animé un quizz géant terminé par des finales télévisées.

Les gardiens de la tradition ancestrale demandent une chose à tous les acteurs impliqués à l'économie de la baleine. À leurs yeux, il est judicieux de procéder à un rituel de demande de bénédictions commune avant chaque début de « saison baleines ». « La tradition et le développement sont inséparables. Nous ne devons pas sacrifier la première sur l'autel du second. La première base de la richesse environnementale, c'est l'humain », a dit Omary.

Toute une économie florissante s'articule autour des baleines à bosse. Les statistiques témoignent de la vivacité de la chaîne de valeurs se rapportant à ces animaux.

Selon l'Office du tourisme Sainte-Marie, le nombre d'arrivées enregistrées en 2024, a été de 17 162 résidents et de 6 606 non-résidents, pour ceux qui ont voyagé par bateau, de 3 245 résidents et de 5 644, non-résidents pour ceux qui ont pris l'avion. La communauté locale en tire profit

d'une manière ou d'une autre, même si les retombées de l'essor de l'industrie du tourisme baleinier sur la population locale, paraissent floues aux yeux de certains responsables.

De plus, l'île, appelée aussi « île jardin » en raison de la luxuriance de sa végétation, a d'immenses atouts pour séduire les curieux et charmer les visiteurs. Elle est l'une des destinations les plus prisées à Madagascar. Outre sa richesse maritime, elle possède une richesse faunique et floristique envoûtante. La plus grande espèce d'orchidée de Madagascar, et peut-être aussi l'une des plus grandes du monde tropical, la célèbre *Eulophiella roempleriana*, y est endémique. Des espèces de grenouilles et de caméléons aussi sont parmi les attractions irrésistibles au niveau local sans oublier les plages de rêve.

S'ajoute à ce charme naturel la richesse culturelle et historique autour d'une population avec sa légendaire gentillesse. L'île Sainte-Marie était en effet un repaire des pirates marins du XVI^e au XVIII^e siècle. De riches trésors archéologiques, avec les nombreuses épaves de bateaux pirates, tapissent ses fonds marins. Le 3 juillet dernier, le magazine en ligne Live Science, a rapporté les travaux archéologiques ayant abouti à la découverte d'un valeureux trésor portugais à Sainte-Marie.

En outre, la première et la plus ancienne église catholique, construite en pierre, de Madagascar trône à Ambodifotatra, Sainte-Marie. Baptisé Cathédrale Saint-Joseph, l'édifice érigé en 1857, est candidat à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Pour la petite histoire, des navigateurs portugais ont donné à l'île le nom de Santa Maria en l'honneur de la Vierge. En 1503, ils l'ont découverte le jour d'Assomption, après un naufrage.

Le coûteux safari baleine prospère, si les sorties en mer à bord de vedettes rapides, la plongée sous-marine et le snorkelling ont des fans assidus. À la longue, toutes ces activités humaines génèrent des pollutions sonores nuisibles aux géants de la mer en quête de conditions favorables à leurs parades nuptiales et à la croissance des jeunes baleineaux avant leur grand retour en famille vers les mers froides, surtout si les règles de bonne conduite en matière de whale watching sont inobservées. L'hôtelier breton installé à Sainte-Marie depuis des décennies, Paul Arthur Martin, est le premier à y lancer cette activité lucrative.

La quiétude est primordiale pour les mammifères marins. « À un moment donné, les baleines ont évité Sainte-Marie. À cause des bruits des moteurs, elles sont montées jusqu'à Maroantsetra [plus au nord, Ndlr] et descendues à Taolagnaro [plus au sud, Ndlr] », a dit Herilaza Imbiki, député de Madagascar élu à Sainte-Marie. Plusieurs navires et bateaux empruntent en effet le canal entre l'île et Madagascar.

Omary a aussi raconté le fait suivant. Le calme plat a régné au temps de la COVID-19. « A ma grande surprise, les baleines sont venues jusqu'à la plage pour y jouer, car elles n'ont pas été inquiétées. Nous avons même entendu facilement leurs chants, la nuit. Le safari a repris une fois la pandémie terminée et, du coup, les baleines aussi s'en allaient. C'est là que je suis convaincu qu'elles recherchent réellement la tranquillité », a-t-il indiqué.



Une baleine à bosse dans les eaux de l'île Sainte-Marie, à Madagascar. Image de krishna naudin via Flickr (CC BY-SA 2.0).

L'océan n'est pas un terrain de jeu sans règles

La baleine à bosse est une espèce protégée classée en préoccupation mineure sur la Liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN). La présence des spécimens en eaux peu profondes les rend vulnérables à la pollution sonore et aux perturbations humaines. Les baleineaux sont plus particulièrement vulnérables à la pollution sonore qui nuit à leur communication avec leurs mères.

Selon Dr Saloma, les eaux autour de Sainte-Marie jusqu'à 30 km au large, une nurserie par excellence pour les baleines à bosse, ont une profondeur n'excédant pas les 35 mètres, soit la hauteur d'un immeuble de treize étages. « Ces mammifères, témoins d'un monde fragile, rappellent à l'humanité que l'océan n'est pas un terrain de jeu sans règles », dit le journaliste mauricien, Vashish Nuckchhed.

L'intrusion des organisateurs de safari, évoluant dans l'informel, reste problématique. La sensibilisation continue joue un rôle clé dans ce contexte. « Je trouve très important de sensibiliser les gens. Les touristes qui viennent ici ne connaissent pas forcément l'animal. C'est important de leur expliquer que ce sont des animaux, très beaux, qui jouent un rôle très important pour notre planète », a dit à Mongabay, Océane Chrysostome, une jeune étudiante malgache en L2 en biologie, à Paris. Elle a été une écovolontaire auprès de Cétamada au moment du reportage.

Les campagnes d'éducation touchent l'ensemble de la population et des visiteurs. À juste titre, Imbiki a des soucis à se faire. L'ombre du problème d'inclusion plane. A son avis, les autochtones et les villageois ne sont pas tellement associés à la gestion de la mégafaune marine. « Cet état de chose peut créer un fossé dans la compréhension et générer ainsi des frictions au sein de la société », a affirmé le parlementaire.

La création d'un taskforce spécial pour la baleine à bosse, un patrimoine spécifique, insufflera un élan supplémentaire si le gouvernement en a la volonté. Cette structure, qui lui sera dédiée en permanence, doit émaner à la fois du ministère de la Pêche et de l'économie bleue et du ministère de l'Environnement et du développement durable.

L'île Sainte-Marie et les eaux autour d'elle constituent une aire marine et terrestre protégée dans le cadre d'une gestion intégrée de zone côtière amorcée en 2017. Une nouvelle aire marine protégée de 329 700 hectares, à forte concentration de requins-baleines et de dauphins, est également en cours de création à Sainte-Marie, avec le concours du Fonds pour l'environnement mondial.

Tous ces cadres ont pour finalité de rendre durables les ressources de l'île au profit de la génération actuelle et celles à venir. Pour Mayer, la croissance de la population de baleine à bosse est prometteuse. « Moins les baleines se sentent en danger, plus elles se sentent protégées, plus elles vont revenir ici, plus elles vont rester, plus le patrimoine de Madagascar va grandir, parce que la population va se sentir bien », a-t-il conclu.

Cette croissance démographique profitera à la population, qui vit de la pêche traditionnelle à 80 % des cas. « Des bancs de poissons accompagnent les baleines qui viennent ici. Des espèces, que nous n'avons jamais vues auparavant, font leur apparition, alors que les espèces qui nous étaient familières tendent à se raréfier. J'ai remarqué ces changements à partir des années 1980 », a affirmé Botou.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie); Urgence écologique en Tunisie : un tournant décisif pour l'avenir environnemental du pays; L'Echo Tunisien, 7 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lechotunisien.com/urgence-ecologique-en-tunisie-un-tournant-decisif-pour-lavenir-environnemental-du-pays-video/>



La Tunisie, véritable carrefour naturel entre la mer Méditerranée et le désert, fait face aujourd’hui à une crise écologique d’une gravité sans précédent. Cette situation compromet durablement son avenir, menaçant aussi bien sa biodiversité que le bien-être de ses populations. Sous la pression combinée d’un modèle de développement intensif, souvent prédateur, d’une surexploitation alarmante de ressources naturelles déjà fragiles, et des effets croissants du changement climatique, les écosystèmes tunisiens subissent des dégradations majeures qui mettent en péril les équilibres environnementaux inscrits depuis des siècles.

De la côte nord jusqu’aux confins du sud, les signes de cette détérioration sont visibles et inquiétants : littoraux étouffés sous des amas de déchets, nappes phréatiques puisées jusqu’à leur épuisement, zones industrielles transformées en véritables « points chauds » de pollution générant une atmosphère difficilement respirable. Derrière ces constats, se profile un

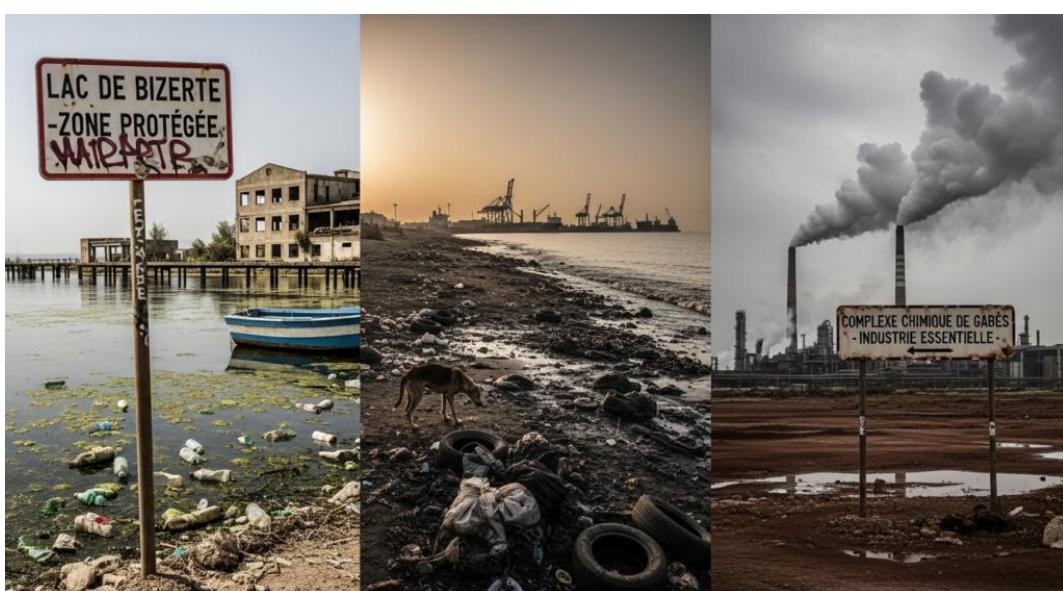
ultimatum écologique que les spécialistes qualifient d'« inadmissible ». Ce diagnostic impose une remise en cause profonde des stratégies nationales actuelles, appelant à un sursaut immédiat. Il s'agit de bâtir une gestion plus résiliente et durable du patrimoine naturel tunisien, dernier rempart avant un effondrement aux conséquences humaines, économiques et sociales dramatiques.



Pour voir la vidéo de l'interview : <https://youtu.be/rIgWHDdqxTk>

Des « zones rouges » de pollution alarmantes

L'expert environnemental M. Hamdi Hached souligne que plusieurs régions du pays sont devenues de véritables foyers de pollution extrême, qualifiés de « Hot Spots » ou points chauds de dégradation écologique. Parmi ces zones particulièrement vulnérables figurent le lac de Bizerte, autrefois richesse naturelle, aujourd'hui menacé par les déchets et la pollution industrielle ; la côte de Sfax, où les activités économiques tendent à étouffer les espaces marins ; ou encore le complexe chimique de Gabès, tristement célèbre pour ses rejets toxiques qui empoisonnent terres et mers environnantes. Ces espaces incarnent l'échec d'un modèle de développement qui ne prend pas suffisamment en compte ses impacts environnementaux.



La pression grandissante sur les villes côtières

Les villes côtières tunisiennes sont particulièrement exposées. M. Hached attire l'attention sur la surexploitation accélérée des ressources souterraines, aggravée par une vulnérabilité écologique accrue due aux activités humaines intensives. Il révèle qu'en moyenne, chaque jour, près de 7 kilogrammes de déchets s'accumulent sur chaque plage, déversés dans la mer, ce qui détruit progressivement le littoral et menace les écosystèmes marins. La pollution marine, combinée à la dégradation du trait de côte, fragilise non seulement l'environnement naturel mais aussi les activités socio-économiques qui en dépendent, notamment le tourisme.

Kerkennah en danger : une île menacée par le changement climatique

Plus alarmant encore, certaines îles de la Méditerranée tunisienne, comme Kerkennah, risquent de disparaître totalement sous l'effet de la montée du niveau de la mer liée au changement climatique. « Certaines îles, telles que Kerkennah, sont en voie de disparition progressive en raison de l'élévation des eaux côtières », alerte M. Hached, rappelant la nécessité impérieuse d'une action climatique d'urgence pour limiter ces pertes territoriales irréversibles.

Le Cap Bon : un exemple d'agriculture mise sous pression

Le Cap Bon, région agricole emblématique, illustre à lui seul les tensions dramatiques entre la préservation des ressources naturelles et la pression économique. L'exploitation intense des nappes phréatiques, indispensable pour l'irrigation des cultures, provoque une érosion accélérée des sols et une détérioration significative de la qualité de l'eau. Cette dynamique conduit le Cap Bon à être classé en « zone rouge », notamment en raison de la surconsommation d'eau dans l'agriculture. Ce cas révèle la nécessité vitale de repenser les pratiques agricoles durables afin de concilier production et conservation des ressources.

Une révision urgente des stratégies nationales

Face à ces constats alarmants, M. Hamdi Hached tire la sonnette d'alarme : « Les politiques environnementales actuelles ont montré leurs limites, il est urgent de réviser profondément les stratégies nationales. » Il préconise l'adoption immédiate de mesures plus efficaces et ambitieuses, intégrant une vision long terme pour la gestion durable des ressources naturelles et la protection des écosystèmes. La Tunisie, à l'image de nombreux pays méditerranéens, subit les conséquences des changements climatiques conjugués à des pressions anthropiques mal maîtrisées, qui rendent indispensable une transition écologique à l'échelle globale.

Société civile et État : vers une nouvelle alliance pour la durabilité

Pour voir la vidéo de l'interview : <https://youtu.be/oafEhwIP8Mo>

Dans ce contexte de crise, la société civile tunisienne joue un rôle clef. Actrice essentielle dans la lutte contre la pollution et la restauration de la confiance envers les institutions, elle intervient directement sur le terrain par des actions de sensibilisation, des conseils pratiques en matière

environnementale, et un discours mobilisateur notamment auprès des jeunes générations, porteuses d'espoir pour un avenir plus durable.

L'État, quant à lui, est appelé à renforcer son engagement en se concentrant sur plusieurs axes stratégiques majeurs, comme le souligne M. Hached : la protection rigoureuse et la gouvernance efficace des ressources hydriques, particulièrement dans le secteur agricole ; l'intensification des investissements dans les énergies renouvelables ; et le renforcement des campagnes de sensibilisation à grande échelle. Ces leviers conjugués permettront non seulement de préserver les ressources naturelles mais aussi d'économiser des moyens financiers et humains précieux à long terme.

C'est dans cette synergie renouvelée entre une société civile proactive et un État stratège que réside, selon l'expert, l'une des clés fondamentales de la résilience environnementale de la Tunisie. Agir ensemble est plus que jamais une nécessité pour protéger l'environnement tunisien, garantir un développement durable, et sauvegarder la qualité de vie des générations présentes et futures.

Cette interview spéciale s'inscrit dans le cadre de l'appui du PAMT2 à la mise en place d'un parcours de formation dédié au journalisme environnemental, en réponse aux constats suivants:

- Les questions environnementales sont souvent complexes et nécessitent une bonne compréhension des sciences de l'environnement, des politiques publiques en constante évolution liées au changement climatique, ainsi que des dimensions socio-économiques et des enjeux spécifiques à la Tunisie (désertification, stress hydrique, pollution, etc.).
- La Tunisie est particulièrement vulnérable au changement climatique, figurant parmi les dix pays les plus affectés à l'échelle mondiale. Elle fait face à des défis environnementaux majeurs. Les journalistes tunisiens doivent être capables de traiter ces sujets avec précision et rigueur afin de sensibiliser tous les publics et d'influencer les décideurs.

Un programme de formation consacré aux questions environnementales renforcerait les compétences des journalistes pour enquêter, analyser et couvrir ces enjeux de manière pertinente.



Jenifer Gilla (Tanzania) ; Harnessing Artificial Intelligence for environmental resilience ahead of COP30 ; Habitat Media, October 8, 2025.

Tag : COP 30, UNFCCC.

To access the article : <https://habitatmedia.co.tz/harnessing-artificial-intelligence-for-environmental-resilience-ahead-of-cop30/>



Dar es Salaam. As the world prepares for the 30th United Nations Climate Change Conference (COP30), experts have unveiled a new strategy to use Artificial Intelligence (AI) in addressing climate change.

AI is a technology that enables computers and machines to mimic human intelligence, such as learning, reasoning, decision-making, and creativity, across various sectors including health, education, finance, marketing, environment, and communication.

For the first time, Tanzania is hosting an international conference dedicated to the use of AI in combating climate change. The two-day meeting, taking place in Dar es Salaam on October 8 and 9, 2025, has attracted experts from several countries including Brazil and South Korea.

According to Prof Peter Msosso, Deputy Permanent Secretary in the Vice President's Office (Environment), AI can play a vital role in environmental conservation, climate change mitigation, and biodiversity protection.

Brazil's Ambassador to Tanzania, Gustavo Nogueira, said modern technology can significantly help reduce carbon emissions, enhance resilience, and support recovery in areas most affected by climate change.

"AI can be used to analyze and predict the impacts of climate change and environmental degradation," he explained. "To make this work, there is a need to increase information centers and strengthen the technological infrastructure," he added.

Ambassador Nogueira further emphasized that AI offers wide benefits, including promoting sustainable development and environmental protection. He called on governments and stakeholders around the world to collaborate in ensuring that AI is not only used for conventional purposes but also for enhancing environmental resilience.



Deputy Permanent Secretary in the Vice President's Office (Environment), Peter Msocco

Dr Richard Muyungi, the Presidential Adviser on Climate Change and Environment, said the discussions also focus on mobilizing financial resources, building capacity, and investing in modern technologies that are rapidly advancing.

Dr Muyungi, who also chairs the African Group of Negotiators (AGN), noted that the meeting examines both the potential and the risks associated with AI applications in environmental management.

He added that hosting this pioneering conference in Tanzania is a great honor and recognition by the United Nations.

"This initiative opens opportunities for young people to develop innovative technological solutions to tackle climate change," he said. "We must ensure Tanzanian youth are part of this

movement, and the good news is that Tanzania has been designated by the African Union as one of the youth training centers for environmental issues,” he added.

Korea’s Ambassador to Tanzania, Ahn Eun Ju, echoed similar sentiments, stressing that AI must be harnessed to support climate action and accelerate innovation toward a green economy.

“Korea is committed to leveraging innovation and technology to address global challenges and climate crises,” she said.

Tanzania is among the countries expected to participate in COP30, to be held in Belem, Brazil, from November 10 to 21, 2025. The Tanzanian delegation will represent national interests and is expected to be led by the President of the United Republic of Tanzania.



Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Quand des produits manufacturés deviennent un danger pour la santé ; SciDev.net, 8 octobre 2025.

Tag : OMS.

Pour accéder à l'article : <https://www.scidev.net/afrique-sous-saharienne/scidev-net-investigates/quand-des-produits-manufactures-deviennent-un-danger-pour-la-sante-publique/>

[OUAGADOUGOU, GITEGA, BUKAVU, SciDev.Net] Face aux méfaits de la prolifération sur les marchés africains des produits alimentaires impropres à la consommation, la diététicienne burkinabè Yasmine Zerbo ne trouve pas mieux que d'introduire une éducation à la nutrition et à la sécurité alimentaire dans les écoles, les médias et les espaces communautaires comme les marchés.

Pour cette professionnelle de la nutrition, une telle éducation viserait à déconseiller aux populations l'achat et la consommation de produits manufacturés sans étiquetage ou de produits emballés sans mention d'origine et de la date de péremption.

Elle encouragerait également les consommateurs à lire « attentivement » les étiquettes afin de choisir les produits portant un numéro d'Autorisation de mise sur le marché (AMM) ou un label de qualité reconnu. « Ne jamais consommer des conserves dont les boîtes sont bombées, rouillées ou dégagent une odeur suspecte », insiste-t-elle.

“Le premier acteur de la lutte contre la fraude, c'est la population. L'un des points d'honneur que nous faisons chaque fois que nous en avons l'occasion, c'est l'appel à la collaboration des populations par le système de dénonciation anonyme”

Yves Kafando, CNLF, Burkina Faso

Cette recommandation est une réponse aux fréquents ennuis considérés comme potentiellement générés par les produits manufacturés impropre à la consommation sur la santé des personnes qui les consomment quotidiennement dans les pays d'Afrique subsaharienne.

En effet, les produits alimentaires non conformes sont à la base d'un certain nombre de problèmes de santé publique, soutient Sibiri Christian Kaboré, secrétaire général de l'Agence nationale pour la sécurité sanitaire de l'environnement, de l'alimentation, du travail et des produits de santé (ANSSEAT) au Burkina Faso.

« Nous avons commandité des études sur les produits consommés au Burkina Faso. Lors de nos analyses, nous retrouvons parfois des aflatoxines dans les céréales et des pesticides ou des métaux lourds dans les boissons, etc. ; parfois à des doses élevées, mais souvent à des doses relatives », confie-t-il à SciDev.Net. Ajoutant que « ces non-conformités sont récurrentes ».



Une portion importante des produits en vente sur les marchés d'Afrique subsaharienne est impropre à la consommation. Crédit photo : SciDev.Net/F. Mbonihankuye

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les aflatoxines sont des toxines élaborées par des champignons qui se développent sous forme de moisissure sur des aliments, le sol ou encore la végétation en décomposition...

« Lorsque les produits contenant ces matières toxiques sont consommés, on peut avoir des cas de cancer, d'hypertension, des maladies cardiovasculaires, etc. Ils peuvent poser des problèmes sérieux de santé publique », ajoute Sibiri Christian Kaboré.

Pour Gaïus Mashauri Mulumbe, médecin au centre hospitalier Malkia Wa Amani à Bukavu en République démocratique du Congo (RDC), les produits alimentaires de qualité douteuse (contrefaits, périmés, mal conservés ou falsifiés) présentent de graves dangers, surtout pour les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes et les immunodéprimés.

Ces aliments peuvent contenir des bactéries pathogènes, telles que les salmonelles, l'*Escherichia coli* (E. coli), la listeria, les toxines produites par des champignons ou bactéries (ex. aflatoxines), fait-il savoir.

Leur consommation peut provoquer des vomissements, de la diarrhée aiguë, une déshydratation sévère et des hospitalisations fréquentes chez les enfants, précise le médecin ; ajoutant que « chez les enfants ou les malades chroniques, un aliment contaminé peut épuiser le système immunitaire et aggraver les maladies sous-jacentes comme le VIH/sida et le diabète... »

Métaux lourds

Alfred Hakizimana, un citoyen burundais se rappelle avoir failli perdre son fils après que ce dernier a consommé du lait acheté dans un commerce de la place. Selon son témoignage, l'étiquette sur la boîte de lait était illisible et couverte de poussière.

« Mon enfant criait de douleurs et était pris de vomissements incontrôlables. Conduit à l'hôpital, les médecins ont conclu que l'enfant souffrait d'une intoxication alimentaire », relate Alfred Hakizimana qui ajoute que la maladie de son fils était causée par ce lait qui était déjà périmé.

Noura Dianda, résidente au quartier Somgandé, dans le 4^e arrondissement de Ouagadougou, au Burkina Faso, a vécu une mésaventure similaire. Elle a encore en mémoire les troubles du ventre dont elle a été victime après la consommation d'un repas fait à base de riz, d'huile, de pâte, de tomate, de mayonnaise, achetés dans une alimentation du quartier.

« Comme par hasard dans notre secteur, plusieurs personnes avaient fréquemment des problèmes gastriques avec des diarrhées... », dit-elle. Les habitants du coin ont donc commencé à soupçonner les produits achetés dans l'alimentation.



Un contrôle permet de mettre la main sur des cartons de poulet avarié destiné à la commercialisation. Crédit photo : SDN/A.A. Nabaloum

A la suite des dénonciations des habitants de Somgandé, la police municipale de Ouagadougou, à travers sa Direction de la police de salubrité et de la tranquillité urbaine (DPSTU), avait mené une investigation dans l'alimentation incriminée.

Résultat : Environ une tonne de produits alimentaires contrefaits avait été saisie par une équipe de la police municipale en collaboration avec la Ligue des consommateurs du Burkina (LCB), et le propriétaire de l'alimentation mis aux arrêts.

Outre les organismes pathogènes, Gaïus Mashauri Mulume soutient que certains aliments vendus sur nos marchés peuvent contenir des additifs chimiques non contrôlés, notamment des métaux lourds ou des colorants dangereux, surtout dans les produits contrefaits (jus, biscuits, bouillons).

« Cela a des conséquences possibles notamment le retard mental ou moteur, des troubles du comportement, le retard de croissance », indique le médecin. Il ajoute que « certains aliments falsifiés (laits, jus...) peuvent contenir des hormones ou plastifiants toxiques, des produits chimiques à effet perturbateur endocrinien. Cela peut causer aussi la puberté précoce, des malformations congénitales ou la stérilité à long terme ».

Troubles neurologiques ou hépatiques

Mathieu Kponou Tobossi, spécialiste en santé environnementale et directeur du centre Nouvelle formule sanitaire (NFS)-Togo, souligne que certaines conséquences de la consommation d'aliments altérés, frelatés ou contaminés sont visibles immédiatement, comme les intoxications alimentaires, tandis que d'autres apparaissent à long terme.

« Les risques chimiques, eux, sont encore plus silencieux. Les aflatoxines contenues dans les céréales mal stockées, par exemple, sont cancérogènes. Les métaux lourds, comme le plomb ou le mercure, présents dans les poissons ou légumes arrosés par des eaux polluées, provoquent des troubles neurologiques ou hépatiques », renseigne cette source.

Par ailleurs, la consommation d'aliments de mauvaise qualité aggrave la situation de la malnutrition dans les pays où elle sévit déjà, souligne le spécialiste. « On parle souvent de carence en fer ou en vitamine A, mais on oublie que certains aliments impropre à la consommation, comme le lait contaminé aux aflatoxines, peuvent perturber l'absorption de ces nutriments », explique-t-il.

« Le pire, c'est que par contraintes économiques, les familles pauvres optent souvent pour des produits bon marché, mais ils sont dangereux. On achète parce que c'est accessible, pas parce que c'est sain », déplore Mathieu Kponou Tobossi.



La diététicienne burkinabè Yasmine Zerbo propose d'introduire une éducation à la nutrition et à la sécurité alimentaire dans les écoles, les médias. Crédit photo : SDN/A.A. Nabaloum

Bref, pour la diététicienne Yasmine Zerbo, la circulation et la consommation des produits alimentaires impropre à la consommation sont des facteurs aggravant de la morbidité et de la mortalité évitables au Burkina Faso et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Il est donc essentiel, estime-t-elle, de promouvoir des pratiques alimentaires sûres et équilibrées, tant au

niveau individuel que communautaire. A cela, Noël Nkurunziza, président de l'Association burundaise des consommateurs (ABUCO), ajoute la nécessité de mener une lutte préventive qui consisterait à démanteler les circuits qui acheminent ces produits impropre à la consommation sur les marchés de nos villes et villages.

Ce dernier rappelle en effet que les échanges croissants de produits agroalimentaires à travers les frontières favorisent des pratiques frauduleuses de plus en plus complexes. Ajoutant que certains individus exploitent cette complexité pour écouler en toute discréption des marchandises impropre à la consommation.

Contrôle

A titre d'exemple, la ville de Dakola, située à la frontière entre le Burkina Faso et le Ghana, est l'un des points de passage terrestre par où transitent les marchandises. Les véhicules doivent y franchir deux postes de contrôle avant de poursuivre leur route.

Le premier est la police de la frontière. Ici, les marchandises sont déchargées et fouillées pour déceler les substances comme la drogue, les produits interdits sur le territoire et surtout pour vérifier l'identité des occupants des véhicules.

Situé à moins d'un kilomètre du premier, le second est la douane. A ce niveau, l'inspection est plus intensive et rigoureuse. L'objectif est de rechercher et de saisir les produits frauduleux, de taxer les marchandises et de remettre un certificat pour le contrôle qualité.

Ce certificat provisoire permet aux agents de l'ANSSEAT d'effectuer des analyses sur les produits alimentaires avant leur commercialisation. Au terme de l'opération, si aucune anomalie n'est trouvée, un certificat de qualité sanitaire est délivré à l'opérateur.



Des tonnes de pâtes alimentaires saisies par la CNLF au Burkina Faso. Crédit photo : SDN/A.A. Nabaloum

Sibiri Christian Kaboré indique à SciDev.Net que l'ANSSEAT doit intervenir avant que ces produits, qu'ils soient fabriqués localement ou importés, soient mis à la consommation des Burkinabè pour s'assurer qu'ils sont sains.

Ainsi, « les produits qui se trouvent sur le marché et qui sont passés par le dispositif normal de l'État, on peut dire que nous les analysons. Tous les produits qui sont passés par les voies licites sont contrôlés, qu'ils soient fabriqués localement ou importés », insiste ce dernier.

En revanche, les produits frauduleusement importés sont à 100% improches à la consommation, soutient Yves Kafando, responsable de la CNLF. « C'est pourquoi ils sont importés dans des conditions irrespectueuses des dispositions réglementaires », argumente-t-il.

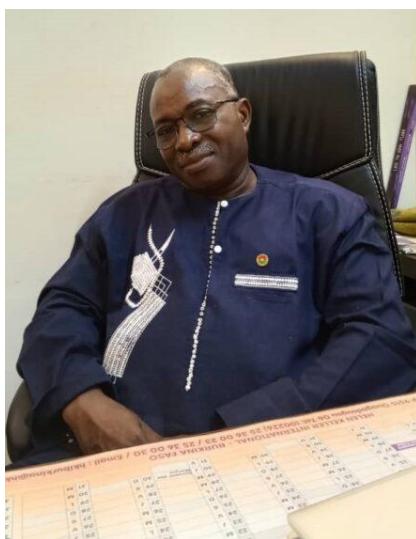
Circuits illicites

Mais, en dépit des dispositifs de contrôle, des tonnes de produits alimentaires d'origine douteuse ou encore frelatés empruntent des circuits illicites et inondent les marchés burkinabé.

Dasmané Traoré, président de la Ligue des consommateurs du Burkina (LCB), reconnaît que « chaque mois pratiquement, il y a des incinérations ou des destructions de produits de mauvaise qualité. A tel point qu'on peut dire qu'aujourd'hui, en tout cas avec les structures de contrôle habilitées, il y a un immense travail qui est fait sur le terrain et les résultats y sont ».

Illustration le 6 mars 2025 : des agents de la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ont procédé à la saisie de 473 tonnes de pâtes alimentaires périmés depuis le mois de septembre 2024. Destinés à être écoulés dans les marchés, ces produits improches à la consommation étaient stockés dans quatre magasins de Ouagadougou.

Déjà, six mois plus tôt, en septembre 2024, la Brigade mobile de contrôle économique et de la répression des fraudes (BMCRF) avait mis la main sur plus de 200 tonnes de produits improches à la consommation comprenant des boissons sucrées, du lait en poudre, de la mayonnaise, de la pâte dentifrice, du savon, etc.



Dasmané Traoré, président de la Ligue des consommateurs du Burkina. Crédit photo : A. A. Nabaloum.

D'où le constat de Noël Nkurunziza : « les fraudeurs perfectionnent des techniques de camouflage qui défient la vigilance des autorités », rendant les contrôles classiques souvent « inefficaces ». Bref, dit-il, même si des mécanismes de contrôle existent, leur efficacité reste limitée sur le terrain.

Ainsi, un laboratoire spécialisé dans la prorogation des dates de péremption de produits alimentaires avait été découvert, il y a quelques années, dans la ville de Yaoundé, au Cameroun, par des équipes de la Brigade nationale de contrôle et de répression des fraudes du ministère du Commerce.

Des cargaisons de chocolat pour pâtisserie, des huiles végétales, des bonbons dont les dates de péremption avaient été prorogées de deux ans, avaient été saisis au cours de cette opération.

« Le changement d'étiquetage sur des produits proches de leur date de péremption ou déjà périmés, ainsi que l'utilisation de faux emballages, en particulier pour jus et produits laitiers » font effectivement partie des techniques de camouflage utilisées par des commerçants fraudeurs pour échapper à la vigilance des autorités, affirme Noël Nkurunziza.

Prix réduits

D'après les acteurs de la société civile et les services de lutte contre la fraude, une autre technique utilisée par des opérateurs et commerçants véreux consiste à écouler les produits alimentaires d'origine douteuse, périmés ou proches de la péremption à des prix réduits.

Dans sa boutique à Gitega, capitale du Burundi, Jean-Pierre Ndikumana, avoue également écouler les produits alimentaires dont la date d'expiration est imminente à des prix réduits. A Ouagadougou, les tonnes de produits alimentaires saisies par la CNLF, étaient écoulées à bas prix à travers le pays.

Un carton de pâtes alimentaires, habituellement vendu à 18 000 F CFA, était cédé entre 10 000 et 8 000 FCFA pour en faciliter l'écoulement. La vente des produits se déroulait avec la complicité de certains détaillants, éparpillés dans les marchés et quartiers, sur le territoire national, souligne la CNLF.

« Et malheureusement, le consommateur n'ayant pas une éducation de consumérisme, se laisse duper. Parce que le plus souvent, il ne fait pas attention à ce qu'il achète. Et du coup, il peut prendre un produit de mauvaise qualité pour l'emporter chez lui », se désole Dasmané Traoré.



Aucune catégorie de produits n'est épargnée. Ici, des boissons saisies. Crédit photo : SDN/AA Nabaloum.

D'où l'insistance de Yves Kafando, responsable de la CNLF : « aucune fraude n'est facile à dénicher ». Pour l'intéressé, il s'ensuit que « le premier acteur de la lutte contre la fraude, c'est la population. L'un des points d'honneur que nous faisons chaque fois que nous en avons l'occasion, c'est l'appel à la collaboration des populations par le système de dénonciation anonyme ». Sibiri Christian Kaboré pense pour sa part que la population doit être elle-même son propre laboratoire [d'analyse]. « C'est-à-dire que lorsque vous voulez acheter un produit, vous pouvez contrôler les dates de péremption et les numéros de lot. Si tout cela n'est pas clair, vous pouvez douter du produit », explique-t-il.

Ensuite, poursuit ce dernier, « vous pouvez regarder les couleurs. S'il y a une couleur qui n'est pas normale, ou du moins qui ne répond pas aux normes, cela se voit. Si vous avez une odeur qui n'est pas celle que vous saviez du produit, vous pouvez en douter ».

Pour Noël Nkurunziza, la vigilance des consommateurs est donc la première ligne de défense contre la fraude alimentaire. « Beaucoup de gens n'examinent ni les dates de péremption ni l'état des produits avant de les acheter », regrette-t-il.

Or, « protéger sa santé et celle de sa communauté est un devoir citoyen essentiel pour parvenir à un développement réellement durable ».

La Presse

Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Tekelsa : Une plage menacée entre érosion, pollution et initiatives citoyennes ; La Presse, 9 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : https://www.lapresse.tn/2025/10/09/tekelsa-une-plage-menacee-entre-erosion-pollution-et-initiatives-citoyennes/?fbclid=IwdGRjcAOcNOjbGNrA5w0hmV4dG4DYWtAjExAHNydgMGYXBwX2IkDDM1MDY4NTUzMTcyOAABHgJiHEHNP5IlzfxRvBxh5d6WFo-zzroQ8W9RR6KkRrM9Q9ezaPPx3bvXWA41_aem_nbdh54qa8LbIxG5BE87JXg



Le sable disparaît, les roches émergent et les déchets s'accumulent : Tekelsa, plage encore préservée du tourisme de masse, est en butte à une menace croissante. Pourtant, face à cette inquiétante dégradation, des initiatives citoyennes et des propositions institutionnelles laissent entrevoir un futur plus durable.

La Presse — Le sable de la plage de Tekelsa s'effrite sous nos pieds. Ici, les vagues semblent plus voraces qu'autrefois, emportant peu à peu ce littoral que les habitants ont connu depuis toujours. La montée des eaux, l'érosion des dunes et la pollution ne sont pas de simples chiffres sur un rapport : elles sont tangibles, visibles et inquiétantes.

Cette visite sur le terrain, organisée dans le cadre d'une formation sur les changements climatiques pour les journalistes, permet de constater de visu les effets dramatiques de ces phénomènes sur les écosystèmes côtiers et sur la vie des communautés locales.

Recul du littoral

Sur la plage de Tekelsa, le recul du littoral est évident. Les roches, autrefois cachées sous le sable, commencent à affleurer sous l'effet du vent et de l'érosion. «Quatre ans en arrière, on ne voyait pas ces roches-là», selon Mohamed Temimi, fondateur du projet Tunisian Campers et passionné des randonnées écologiques dans les coins inconnus de la Tunisie. «Maintenant, ces roches sont devenues nues et ont remonté à la surface, ce qui montre que les effets des changements climatiques sont tangibles et visibles même à l'œil nu», poursuit-il.

Une plage difficile d'accès mais convoitée

Malgré la difficulté d'accès à cette plage quasi vierge, on a constaté que certains amoureux du tourisme balnéaire et passionnés des baignades ont découvert ce coin magnifique et viennent via leurs 4x4 ou voitures tout-terrain profiter d'une mer propre loin des agglomérations et de l'encombrement des plages accessibles à tout le monde, joignant aussi la beauté de la nature et de la montagne sablonneuse dotée d'une source d'eau bénie.

La pollution laissée par les visiteurs

Sauf que ces derniers, qui ont parcouru ce long trajet pour se rendre à cette plage, n'ont malheureusement pas la conscience de prendre leurs déchets et poubelles avec eux pour préserver cette pépite. Lors de notre visite, nous avons rencontré un groupe d'ouvrières de l'Apal qui viennent une fois toutes les deux semaines pour enlever les ordures laissées par ces visiteurs dont l'inconscience, l'egoïsme et la négligence ont atteint un seuil intolérable.

Une absence criante de protection officielle

Cette plage visiblement n'est pas protégée malgré l'effort de l'Apal dans le nettoyage. On constate l'absence de la municipalité : aucun panneau, aucune affiche, aucune présence des autorités locales. On ne voyait qu'une occupation temporaire par des cabanes offrant parasols et autres aux visiteurs qui se baignent. Mais la nature a horreur du vide.

Si un programme de préservation de cette plage n'est pas mis sur pied, on risque de la perdre à cause de la pollution et l'exploitation abusive, et on ne voudrait pas y voir apparaître un deuxième Coco Beach ne respectant pas la nature et recevant des visiteurs de loin pour déverser leurs ordures comme bon leur semble.

Les habitants locaux laissés pour compte

La population locale ne semble guère bénéficier de cette richesse naturelle. «Auparavant, on venait pêcher dans cette plage magnifique et on vendait nos poissons pour financer nos études», affirme Chokri Amiri, originaire de Tekelsa. «Maintenant, la plage est devenue plus

petite et il n'y a pas de place pour amarrer nos barques. On aurait aimé que les autorités pensent à un port de pêche ici», a-t-il suggéré. «Tekelsa est resté un minuscule village oublié», ajoute-t-il avec amertume.

Malgré les richesses naturelles de la région, qui est à la fois agricole et côtière, les habitants locaux ne participent pas à son développement. «La plupart ici à Tekelsa travaillent à l'OTD et ne possèdent pas de terrain ou très peu», précise-t-il. Mis à part cela, aucun développement ou loisir ne se trouve dans la région. «La seule escapade et échappatoire et moyen de plaisir, c'est l'alcool pour la plupart des hommes ici», avoue-t-il.

Des initiatives citoyennes encouragées

Une lueur d'espoir pourra peut-être émerger à travers la transformation de problèmes en solutions. Kais Habchi a eu une belle initiative de collecter les déchets plastiques et espère la transformer en un véritable projet. «Je suis le seul dans la région à collecter les déchets plastiques, mais je veux bien avoir une équipe avec moi et j'espère créer un point de collecte.

Comme ça le projet pourrait devenir plus rentable, parce que tout seul et sans aucun engin, je n'arrive pas à collecter grand-chose, avec un bénéfice variable entre 10 à 20 DT par jour, faute de moyens», explique-t-il, montrant qu'il ne possède même pas un motocycle ni une brouette.

Vers une protection institutionnelle

Face à cette situation, des propositions institutionnelles apparaissent. Karim Boulifa, responsable à l'Apal, propose de créer une réserve naturelle pour protéger cette plage et son écosystème fragile. Une telle initiative permettrait de concilier préservation de l'environnement, valorisation du patrimoine naturel et sensibilisation des visiteurs, tout en offrant un cadre réglementé pour éviter les dérives touristiques et la pollution.

Agir collectivement pour préserver Tekelsa

Ainsi, l'avenir de Tekelsa dépend d'une conscience collective : la responsabilité des visiteurs, l'engagement des autorités locales et le soutien aux initiatives citoyennes sont essentiels pour préserver cette richesse naturelle. Sans action rapide, cette plage risque de disparaître sous l'effet de la pollution et de l'exploitation abusive. Mais grâce à ces initiatives locales et propositions concrètes, un avenir durable reste possible, transformant Tekelsa en un exemple de préservation et de développement harmonieux pour la Tunisie.



Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : plus de 96 000 arbres replantés pour restaurer la biodiversité du bassin du Congo ; Environnementales, 10 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/10/10/rdc-plus-de-96-000-arbres-replantes-pour-restaurer-la-biodiversite-du-bassin-du-congo/>



Les efforts de reboisement menés dans le cadre du projet ECO RDC Réserve mondiale écologique, exécuté entre mai 2023 et avril 2024, ont permis la production et la mise en terre de 96 000 jeunes plants dans la plaine de la Ruzizi. Ces données sont issues du rapport technique, transmis ce 9 octobre 2025 à la rédaction d'Environnementales, par le consortium ADAK–ALCO–CTB–CODESH–FK–APROBE. Le projet réalisé avec l'appui de Maniema

Leadership Asbl, illustrant la volonté croissante de la RDC de redevenir un acteur majeur de la restauration forestière en Afrique centrale.

Au cœur de la plaine de la Ruzizi, dans l'Est de la République démocratique du Congo, la reforestation n'est plus une promesse, mais une réalité. Selon le rapport du projet ECO RDC Réserve mondiale écologique, plus de 96 000 jeunes plants — flamboyants, grevellia, moringa, citronniers, orangers ou encore avocatiers — ont été produits et plantés sur 250 hectares entre 2023 et 2024. Ces arbres contribuent à la fixation de l'azote, à la lutte contre l'érosion et à la restauration d'écosystèmes durement touchés par la déforestation.

Soutenu par le Maniema Leadership Asbl, le projet vise un objectif ambitieux : créer un couloir écologique national de 108 000 km² de forêts et 60 000 km² de tourbières protégées. Cette initiative s'inscrit dans une logique de développement durable, combinant lutte contre le réchauffement climatique, emploi des jeunes et autonomisation des femmes, notamment à travers des programmes d'agroforesterie et de permaculture.

Les résultats de cette campagne témoignent d'une dynamique nationale : la RDC renforce ses politiques vertes pour redevenir un « pays-solution » dans la lutte contre le changement climatique. Mais les défis restent nombreux, notamment le manque de financement, les difficultés logistiques et les besoins de formation. Les acteurs du projet appellent donc à un soutien accru de l'État et des partenaires internationaux pour amplifier l'impact des actions locales et atteindre une couverture forestière durable.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; El Hajeb : L'assèchement énigmatique des sources d'eau ; Le Reporter Express, 11 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2025/10/11/el-hajeb-lassechement-enigmatique-des-sources-deau/>



Dans la province d'El Hajeb, connue pour ses nombreuses sources d'eau, le phénomène serait dramatique. De nombreuses sources d'eau dans les alentours – et même au centre- de la ville connaissent un assèchement ou une diminution d'eau. Le phénomène intrigue beaucoup. Enquête.

«Je ne sais pas si c'est le manque de précipitations ou le réchauffement climatique. Mais je dois dire que c'est intrigant. Il n'y a plus d'eau qui coule de cette source», soulignent des sources locales, au sujet de Ain Dhiba. L'étrange assèchement de cette source semble avoir commencé depuis maintenant près de neuf ans, selon les mêmes sources. Il intriguait beaucoup les riverains, mais aussi les visiteurs du parc Ain Dhiba qui se sont également aperçus de ce phénomène mystérieux.

A cette heure-ci (15 heures), le parc devait être plein de gens, dit à Le Reporter un associatif qui nous a accompagnés dans notre visite à ce parc.

«Toutes les familles à revenus limités et qui ne trouvent pas un autre endroit où aller venaient ici pour profiter de cet espace de détente et de loisir. Et pas seulement, les gens viennent aussi

de l'extérieur de la ville. Le parc attire également des touristes», précise-t-il. Mais, poursuit-il, la fréquentation de ce lieu est très faible aujourd'hui.

Vendredi 19 septembre 2025, le Reporter s'y est rendu vers 15 heures. Ce parc, qui avait fait l'objet d'un aménagement et d'une réhabilitation dont la première phase a été inaugurée en avril 2022, était vide de visiteurs.

Des sentiers de promenade, un espace enfants, des parkings et des sanitaires, mais l'eau ne coule plus de la source d'Ain Dhiba comme dans le passé, se désole notre accompagnateur associatif. Ain Dhiba était l'une des sources d'eau les plus célèbres et les plus importantes à El Hajeb. En 2016, l'eau était encore abondante. Mais depuis le début de l'aménagement du parc, l'eau de la source commençait à diminuer, selon des riverains, pour qui l'éigme «n'est pas totalement résolue ». Les habitants attendent de voir si elle va revenir après les prochaines pluies, lance un habitant d'El Hajeb, soulignant au passage que la source Ain Dhiba alimentait à l'époque le réseau d'eau potable de la ville. Ce que nous a confirmé une source à l'Office national de l'eau potable (ONEP).

«L'eau coulait abondamment de cette source jusqu'à ces dernières années. Voir aujourd'hui cet arrêt de cette façon dramatique, cela veut dire qu'il y a d'autres raisons. Il y a peut être utilisation en aval de l'eau d'Ain Dhiba. Et c'est ce qui a fait que les choses en arrivent là», commente la même source.

Ain Dhiba ne fait pas l'exception. Des signaux d'alerte sur ce phénomène d'assèchement de certaines sources d'eau dans la région d'El Hajeb ont été émis depuis plus de vingt ans déjà. L'eau que ces sources fournissaient était utilisée pour la consommation, mais aussi pour l'irrigation des terres agricoles des petits cultivateurs de la région. D'après notre enquête, des associatifs et des chercheurs avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur le problème. A l'ONEP, on confie que ce problème a commencé à être constaté depuis le début des années 2000. «Ça ne concerne pas seulement Ain Dhiba. Il y a aussi plusieurs autres sources d'eau -et elles sont nombreuses- épargnées dans les alentours de la ville qui connaissent également ce problème d'assèchement ou de diminution d'eau», affirme à Le Reporter notre source à l'ONEP à El Hajeb.



Aménagement des ressources d'eau, détournement des eaux souterraines, les explications.

«Que l'eau s'arrête de couler dans certaines sources d'eau, ce n'est pas normal. Il n'y a pas de raisons que ça s'arrête, même si de nos jours il y a la hausse de température et la sécheresse qui peuvent aussi expliquer à 25% ce phénomène d'assèchement», dit encore notre source à l'ONEP, qui a requis l'anonymat. Mais, poursuit-elle, ces raisons ne peuvent pas expliquer à elles-seules l'assèchement de la source d'Ain Dhiba et des autres sources qui ont fait la renommée d'El Hajeb, depuis plusieurs décennies. Quelles sont alors les autres explications de l'assèchement de ces sources-là? Certaines voix croient que les aménagements ayant été faits au niveau de ces cours d'eau seraient l'une des raisons ayant causé la fuite de l'eau.

Le président de l'Association DIR d'irrigation d'El Hajeb, Abdesslam Ouahajjou se veut ferme. «Ces aménagements ont été faits sans avoir pris en considération la situation géologique des sources en question, et sans même avoir fait une étude géophysique pour préparer le terrain à cet aménagement», critique le président de l'Association DIR d'irrigation El Hajeb, Abdesslam Ouahajjou. «Le parc d'Ain Dhiba, pour ne citer que cette source, a été aménagé dans le but de construire un espace de loisir pour la population locale et les visiteurs, mais on n'a pas pensé à la pérennité de la source Ain Dhiba», explique le président. L'Association, poursuit-il, «avait attiré l'attention des responsables sur le fait que ce parc allait épuiser les eaux superficielles». Et de poursuivre: «Le parc a été construit sur une superficie très importante, avec des aménagements nécessitant beaucoup d'eau pour l'irrigation du jardin, du gazon, du parc, etc.». Au départ, dit-il, cette eau venait de l'eau de la source. Par la suite, on a réalisé des fourrages pour pouvoir irriguer le parc, précise le président. Selon lui, les fourrages auraient eu un impact négatif sur la source Ain Dhiba, laquelle a disparu à cause des aménagements ayant été réalisés au niveau de cette source d'eau, considéré comme l'une des sources les plus célèbres d'El Hajeb. Mais Abdesslam Ouahajjou, également chercheur, croit aussi à un détournement de la nappe phréatique. Selon lui, les nombreux fourrages qui sont réalisés dans la région peuvent aussi expliquer l'assèchement des autres sources d'eau touchées par ce problème. Il déclare au passage que son association avait déjà interpellé les autorités sur le problème. «En 2008, nous avons adressé une lettre au gouverneur d'El Hajeb, dans laquelle nous avions alerté sur cette surexploitation de la nappe» dit-il. Le Reporter détient copie de cette lettre.



Des puits à 900 mètres de profondeur !

A la section locale de l'AMDH à Meknès, on ne mâche pas ses mots. Son président, Omar Rachidi n'y va pas par quatre chemins. Pour lui, la fuite serait énorme. «Le phénomène est dramatique. La surexploitation des ressources hydriques à El Hajeb est sans précédent. Un jour viendra où les populations locales ne trouveront plus rien à boire si on continue à ce rythme très accéléré de réalisation de fourrages», se désole Rachidi.

Il indique que l'association avait alerté les autorités sur ce phénomène catastrophique, depuis plusieurs années. Mais, poursuit-il, rien n'a changé. Pourtant, insiste-t-il, «Ces fourrages menacent énormément les eaux souterraines. Il y en a beaucoup dans la zone située entre El Hajeb et Ifrane», affirme le président Rachidi.

Impact direct du phénomène, accentué par la sécheresse : Le débit des sources que compte la région a beaucoup faibli à cause de cette exploitation excessive des eaux de la nappe phréatique.

A l'ONEP, on a également constaté la diminution du débit d'eau potable. Ce que nous a confirmé notre source à l'ONEP. «Cela nous a poussé à faire de nouveaux fourrages pour augmenter le débit de la consommation de l'eau potable à El Hajeb», selon la même source.

Qui exploite ces fourrages? Où va toute cette eau puisée dans les eaux souterraines? L'associatif Omar Rachidi pointe de grands exploitants agricoles, venus exercer leur activité dans la région, après qu'ils aient surexploité les ressources de Souss. Selon notre interlocuteur, la crise a été ressentie surtout, depuis l'arrivée dans la région de ces nouveaux investisseurs dans l'agriculture, précise-t-il. Ces producteurs agricoles exercent leur activité dans la zone située entre El Hajeb et Ifrane.

«Des subventions sont accordées à ces producteurs sans tenir compte de l'impact sur l'environnement et les ressources hydriques. Ils cultivent des produits à grande utilisation de l'eau, et creusent de grands puits, jusqu'à 900 mètres de profondeur. Ils utilisent de gros moyens et sans respect des normes requises pour la réalisation des fourrages. C'est ce qui a d'ailleurs causé l'assèchement de plusieurs sources d'eau et de puits artisanaux», explique la même source, soulignant que l'association avait établi, il y a quelques années, un rapport sur cette surexploitation d'eau à El Hajeb et Azrou.

Les projets de ces exploitants sont également décriés par les riverains et les petits cultivateurs qui voient d'un mauvais œil l'activité de ces gros producteurs agricoles. « Les puits traditionnels, que nous utilisons dans notre culture vivrière et dans l'abreuvement de nos bêtes, sont épuisés à cause des pratiques de ces investisseurs agricoles et des fourrages qu'ils réalisent dans la zone», se désole un petit cultivateur dans la commune de Bouderbala relevant de la province d'El Hajeb. Un illogisme pour ce petit cultivateur alors que l'eau devient une denrée rare.

A qui incombe la responsabilité de cette surexploitation de l'eau par ces producteurs agricoles? Comment ces derniers arrivent-ils à obtenir l'autorisation pour creuser de grands puits ne respectant pas la loi? Pourquoi n'a-t-on pas activé la procédure de fermeture du puits en question? Qu'en est-il des contrôles sur ces exploitations? Des rondes sont-elles effectuées par la police de l'eau pour surveiller ces exploitations, etc. La situation soulève en tout cas bon nombre de questions dans une région qui semble attirer de plus en plus d'investisseurs dans le domaine de l'agriculture.

Des pesticides dans les eaux souterraines d'El Hajeb ?

Du nitrate pourrait être trouvé dans les sources d'eau et les nappes phréatiques d'El Hajeb! Les agriculteurs utilisent beaucoup de pesticides pour améliorer leur production, selon des sources associatives et des chercheurs. C'est ce qui aurait conduit à la pollution des eaux souterraines de cette région, selon les dires de nos sources à El Hajeb.

Le président de l'Association DIR d'irrigation d'El Hajeb, Abdesslam Ouhajjou tient à souligner que des scientifiques avaient réalisé des études sur la qualité des eaux souterraines à El Hajeb. Leurs analyses avaient révélé «des teneurs élevées à très élevées en nitrate», dit-il.

Dans un entretien téléphonique, le chercheur Hassan Tareq a déclaré à Le Reporter avoir fait des analyses en 2023 dans le cadre de sa thèse de doctorat. Ces analyses, dit-il, concernent trois sources d'eau, dont Ain Khadem. Elles ont dévoilé la présence du nitrate dans la source d'Ain Khadem (48mg/l). Ce qui reste un taux élevé, selon ce chercheur.

Mais nos sources assurent que jusqu'ici, les responsables de cette ville semblent ne pas s'inquiéter de cette problématique de l'utilisation abusive des produits chimiques. Même si des sources au Conseil de la ville d'El Hajeb déclarent à Le Reporter que des analyses ont été effectuées il y a vingt jours par le bassin hydraulique de Sebou sur la qualité de la nappe phréatique. «Le bassin s'est engagé là-dessus lors de la réunion élargie qui a été tenue à la préfecture, jeudi 18 septembre», explique cette même source. A l'heure où nous mettions sous presse, les résultats de ces analyses n'étaient pas encore annoncés.

Mais à l'ONEP, une source autorisée confie que certaines sources seraient contaminées. Elle affirme que les premières analyses, effectuées par l'Office en 2007, avaient démontré une pollution de l'eau de la source d'Ain Dhiba. «Nous avons fait des analyses. Elles ont révélé la présence des traces de nitrate et des traces bactériennes», affirme la même source.

Notre interlocuteur ajoute que depuis cette date, l'Office a arrêté d'utiliser l'eau d'Ain Dhiba pour produire de l'eau potable. Les agents de l'ONEP avaient installé sur place un panneau interdisant la consommation de l'eau de cette source.

Sur le chemin d'Ifrane...

Dans la zone située entre la ville d'El Hajeb et Ifrane, la situation serait alarmante. De nombreux fourrages y ont été réalisés au profit des propriétaires de grandes fermes agricoles qui ont été

créées par de gros investisseurs, dont notamment des étrangers venus de l'Europe et d'Argentine, selon des sources bien informées.

Cette zone était destinée uniquement à l'activité de pâturage, mais aujourd'hui elle est essentiellement agricole, a-t-on souligné.

La richesse de la zone en ressources hydriques et les rendements en termes de production des pommiers, d'oignons, ou encore de pommes de terre attire des investisseurs. La région abrite, chaque année depuis une dizaine d'années, le Festival national des oignons d'El Hajeb qui se veut un rendez-vous incontournable pour les professionnels du secteur et les agriculteurs, venus des différentes régions du pays pour échanger autour des diverses thématiques de la filière oignon.

Mais l'activité attire aussi des ouvriers saisonniers en quête d'un travail dans l'une de ces fermes agricoles créées à quelques kilomètres du centre de la ville d'El Hajeb, en direction d'Ifrane.

Il faut dire que pour les oignons par exemple, ces ouvriers sont très demandés pendant la saison de cueillette des oignons. Certaines saisons, la demande pour la main d'œuvre est tellement forte qu'un ouvrier saisonnier peut toucher jusqu'à 200 DH par jour. Il s'agit d'une culture à haute valeur ajoutée, permettant une marge bénéficiaire assez importante par rapport aux autres cultures.

A l'instar des autres cultures maraîchères, l'oignon bénéficie de subventions et aides de l'État dans le cadre du Fonds de développement agricole (FDA) qui porte sur l'aménagement des exploitations agricoles et l'équipement en matériel et en système d'irrigation localisé, selon le département de l'agriculture. La répartition par région fait ressortir que Fès-Meknès est le principal producteur de l'oignon avec environ 11 600 Ha soit 41 % de la superficie totale nationale (27.073 ha), générant ainsi une production de près de 454.600 T soit 62% de la production nationale (737.090 T), indique la même source.



Esther Omopariola (Nigeria); Experts Push For Stronger Policies To Accelerate Africa's Circular Economy Drive; TVC News, October 13, 2025.

Tag : AfDB, UNECA.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=oikq3OksTx0>

Environmental and economic experts are calling for stronger policies and coordinated action to accelerate Africa's transition to a circular economy. At a recent forum, stakeholders from government, private sector, and civil society emphasized the need for sustainable waste management, green innovation, and inclusive economic models that reduce environmental impact while creating jobs.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Plantes nurses et mycorhizes : des outils puissants pour la restauration écologique ; Mongabay, 13 octobre 2025.

Tag : COP 16, FAO, KfW, UNCCD.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2025/10/plantes-nurses-et-mycorhizes-des-outils-puissants-pour-la-restauration-ecologique/>

ANTANANARIVO, Madagascar — Le choix judicieux des plantes pionnières et l'exploitation à bon escient des mycorhizes constituent une condition sine qua non – et non suffisante – du succès de la restauration écologique, selon des chercheurs malgaches. Le premier procédé fait l'objet d'une publication dans l'édition du journal scientifique Acta Oecologica de septembre dernier.

Les pratiques liées au second sont, depuis des années, appliquées en Amérique du Nord et en Afrique, surtout dans le cadre de l'initiative Grande Muraille Verte. Mais, c'est maintenant que

les mycorhizes suscitent un intérêt grandissant en faveur de la restauration des terres dégradées, à Madagascar.

Le phénomène de la désertification, en lien avec la dégradation des sols, affecte treize des vingt-trois régions de l'île. Parallèlement, trois-quarts (77,6 %) des terres de la planète ont connu des conditions plus sèches pendant les trois décennies précédant 2020, par rapport à la période des 30 années précédentes, selon le rapport phare de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), présenté à la COP16, à Riyad, en Arabie-Saoudite, le 9 décembre 2024.

Les plantes dites pionnières, appelées aussi plantes nurses, jouent un rôle important dans la restauration d'un écosystème naturel perturbé, mais remettant en état de lui-même, par un processus naturel de successions végétales. « Ce sont elles qui s'installent les premières, au début du processus, pour aider les autres à faire de même tard », a dit à Mongabay au téléphone, Dr Rondro Harinisinana Baohanta, l'auteure principale de l'étude citée plus haut.



Inoculation des jeunes plantes par la mycorhization à Madagascar. Image de PLAE fournie par Rivonala Razafison.

Engagement pour restauration écologique

Scientifique malgache travaillant au Centre national de recherches sur l'environnement (CNRE), ayant son siège à Antananarivo, elle entreprend de développer, avec ses pairs, un modèle mathématique destiné à accompagner les projets de restauration écologique. « Un diagnostic doit précéder l'exécution d'un plan de restauration forestière, afin de déterminer le niveau de dégradation de l'écosystème visé. En tenant compte des plantes nurses, le modèle permet d'établir toutes les options possibles à choisir », a-t-elle affirmé. Le résultat de l'étude publiée chez Acta Oecologica amorce la conception du modèle.

Les plantes nurses sont peu exigeantes. Elles peuvent vivre dans des conditions extrêmes pour améliorer la qualité du sol appauvri et celle du microclimat environnant. Le choix de ces plantes est déterminant, quant au résultat de l'action de restauration écologique, qui réussit ou non, selon le cas. En d'autres termes, toutes les plantes pionnières ne sont pas des plantes nurses.

D'après la récente étude évoquée plus haut, certaines plantes nurses ont une performance élevée par rapport aux autres. Mais le palmarès revient à l'espèce appelée *Conyza sumatrensis* pour l'écorégion sur le littoral-Est malgache. Des investigations sont en cours sur deux autres sites sur les hautes terres et dans le Sud-Est du pays. Ceci suggère qu'un inventaire complet des plantes nurses présentes sur le sol malgache s'avère nécessaire.

Selon la chercheure, l'un des intérêts majeurs des plantes nurses réside dans leur capacité à activer les propagules des champignons mycorhiziens dans le sol. Elles stimulent plus la production de propagules de champignons mychoriziens par rapport aux autres plantes. Par définition, la mycorhization est le résultat de l'association symbiotique entre des champignons et les racines des plantes.



Inoculation des jeunes plantes par la mycorhization à Madagascar. Image fournie par Dr Rondro Harinisainana Baohanta.

Panoplie de fonction des mycorhizes

Les mycorhizes, avec les plants growth promoting rhizobacteria ou PGRP [entièrement formées de bactéries], forment les plus grands des groupes de microorganismes vitaux pour les plantes. Les mycorhizes ont le don d'absorber les éléments phosphatés dans le sol. C'est sa première caractéristique vitale.

« Le phosphore compte parmi les éléments les moins mobiles dans le sol. Pourtant, outre l'azote, il est l'élément dont les plantes ont besoin le plus pour se développer », a expliqué le professeur Heriniaina Ramanankierana, co-auteur de l'étude citée plus haut et chercheur au CNRE.

Dans la nature, le phosphore se combine avec d'autres éléments chimiques comme l'aluminium, le fer, etc. Les plantes, toutes seules, sont incapables de prendre le phosphore sous forme complexe sans les mycorhizes.

Dans un courriel, Fabio Tinti, un expert en biofertilisant et consultant indépendant, ayant collaboré, durant des années, au bureau de la FAO, à Antananarivo, a dit à Mongabay : « Le mycorhize est un véritable biofertilisant, car il est capable d'absorber les éléments nutritifs sous des formes indisponibles pour les racines des plantes ».

« La plante n'est pas capable d'absorber le phosphore dans les terrains acides, ce qui est le cas de la plupart des terrains malgaches. Mais le champignon symbiotique peut le faire tout en transférant le phosphore à la racine », a ajouté l'expert italien.

Le deuxième aspect vital des mycorhizes est leur aptitude à élargir possiblement les champs explorables pour les racines. A l'instar des tentacules ou des câbles de connexion, les hyphes fongiques – sous forme d'éléments végétatifs filamenteux – vont jusqu'aux interstices, dans le sol, qui demeurent inaccessibles aux racines, pour y puiser les éléments nutritifs.

La troisième caractéristique vitale des mycorhizes est leur pouvoir d'absorber de l'eau de sorte que les plantes puissent vivre même dans des conditions sèches. « En même temps, les mycorhizes représentent une barrière de protection des racines contre les parasites, mais aussi un biostimulateur, grâce à la production de phytohormones », a affirmé Tinti. Du reste, comme les plantes nurses, les mycorhizes supportent des conditions extrêmes.

Les mycorhizes sont aussi un compagnon de lutte contre le changement climatique. « Environ un tiers du carbone absorbé est transformé en sucre et devient la nourriture des microorganismes des racines, y compris les champignons symbiotiques. Ainsi 30 % du carbone absorbé est emmagasiné dans le sol », a expliqué Tinti.

Selon le Professeur Ramanankierana, les mycorhizes, avec les PGRP, sont un outil puissant pour lutter contre la dégradation des sols et faire réussir le reboisement, qui s'effectue d'habitude sur des terres dégradées. Mieux, il est faisable de les exploiter à grande échelle par l'inoculation des plantules en pépinières. « Il suffit d'utiliser les spores du champignon pour infecter les racines. Mais on doit souvent forcément utiliser le mycélium issu du laboratoire », a affirmé Tinti.

« Lorsque j'étais consultant de la FAO, auprès de la ferme école d'Andriamboasary, à Fianarantsoa (hautes terres australes de Madagascar, Ndlr), il y a 25 ans, nous avons essayé l'inoculation des graines d'eucalyptus, en pots, avec des résultats significatifs sur la croissance des jeunes plantes », a-t-il indiqué.

La restauration par l'utilisation des plantes nurses

Le Pr Ramanankierana affirme que la recherche sur les mycorhizes, à Madagascar, a beaucoup évolué ces dix dernières années. Par exemple, les scientifiques ont mis au point la technique de

production d'engrais à base de mycorhizes pour le reboisement. Les pépinières en sont les champs d'application par excellence, en pré-germant les graines.

Pour la restauration proprement dite, le scientifique conseille l'utilisation des plantes nurses adaptées au terrain avec les mycorhizes. « Au bout d'une année, les plantes mycorhizées en pépinières génèrent des communautés mycorhiziennes, qui facilitent l'installation d'autres plantes, l'année suivante », a-t-il affirmé.

De ce fait, il n'est pas nécessaire d'inoculer les jeunes plantes. La présence de plantes inoculées rend possible l'inoculation des plantes mises en terre tout autour. « C'est ce qu'on entend par tache d'huile en termes de restauration forestière », a confié le chercheur malgache.

Au cours d'une intervention publique, le 21 mars dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des forêts, Tinti a dit avoir soufflé le bienfait des mycorhizes aux oreilles des hauts responsables gouvernementaux. « Oui, je l'ai suggéré à plusieurs reprises et à plusieurs ministres... avec beaucoup d'autres techniques alternatives, pour la mise en place du Plan de reboisement national », a-t-il souligné à Mongabay.

À cette même occasion, l'expert a insisté sur l'utilisation des champignons existant localement. Selon lui, les espèces endémiques ou autochtones sont les plus efficaces et la liste des champignons trouvés à Madagascar existe.

Des organisations de conservation, intervenant au pays, ont déjà testé la méthode de restauration associant les mycorhizes. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique s'est toujours servi des plantes inoculées, lors des campagnes de reboisement à son compte.



Photos d'endomycorhize vue en microscope. Image Dr Rondro Harinisainana Baohanta fournie par Rivonala Razafison.

Inoculation microbienne

Depuis 2024, le Programme de lutte antiérosive (PLAE), cofinancé par le gouvernement malgache et la Banque allemande de développement KfW, reste le plus grand utilisateur de technologies mycorhiziennes et de rhizobium pour la restauration des paysages et forêts

dégradés d'une superficie totale de 45 550 hectares, dans 31 communes réparties dans six régions de Madagascar.

Depuis 2019, le programme, qui a démarré en 1998, fait sien l'esprit de l'initiative pour la restauration des paysages forestiers africains AFR100. Les actions sur le terrain se concentrent à présent sur le reboisement villageois individuel, le reboisement des forêts communales, la restauration des lambeaux des forêts, l'agroforesterie et le pâturage amélioré en œuvrant aussi pour la sécurisation foncière et la facilitation de l'obtention des certificats fonciers individuels et des titres pour les terrains communaux.

« Nous en sommes maintenant à la phase VI (2022-2027). Nous collaborons avec plusieurs institutions, y compris le CNRE pour les 30 % de l'objectif de production de jeunes plants », a dit, à Mongabay, Aina Nomena Andriantsimba, expert en sols et assistant de la coordination nationale du PLAE.

Depuis 2024, le recours aux mycorhizes et au rhizobium, par l'inoculation microbienne, est introduit dans l'approche. « La santé et la croissance des plantes inoculées sont significatives comparativement à celles non inoculées », a affirmé le responsable.

Les souches de microbes performants de chaque région d'intervention sont isolées et multipliées en laboratoire, afin d'inoculer les plantes autochtones et exotiques utilisées dans le but de laisser les sols se régénérer d'elles-mêmes. Les arbres forestiers en particulier sont visés. « Nous en sommes actuellement au suivi des plantes inoculées en 2024 et le CNRE va entamer la nouvelle phase d'inoculation de trois millions d'arbres », a dit Andriantsimba.

Dans le cadre de la collaboration PLAE-CNRE, les scientifiques assurent l'encadrement et le recyclage des équipes techniques et pépiniéristes sur le terrain. En effet, l'application est simple, mais moyennant un coût assez élevé. « Le défi est de faire perdurer l'inoculation des plantes pour qu'elles soient accessibles aux paysans et de rendre les terrains agricoles fertiles à nouveau, pour que les paysans puissent produire », a indiqué le responsable.

Malgré tout, une autre préoccupation se présente sous les yeux des chercheurs. Les écailles de la restauration écologique, au plan biologique, ont en partie sauté. Mais les aspects sociaux, qui vont avec elle, se dressent comme une montagne à gravir. « La partie sociale de la restauration n'a jamais été maîtrisée à Madagascar », a conclu Dr Baohanta.



وكالة تونس افريقيا للأنباء
Agence Tunis Afrique Presse

Marwa Ben Abdennabi (Tunisia) ; Addis-Abeba : Formation sur l'économie circulaire au profit de journalistes africains ; Agence Tunis Afrique Presse, 13 octobre 2025.

Tag : ACEA, BAD, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/19329800-addis-abeba>

English version : <https://www.tap.info.tn/en/Portal-Economy/19330329-addis-ababa>



Tunis, 13 oct. (De l'envoyée de TAP-Maroua Ben Abdennabi)-Une dizaine de journalistes issus de différents pays africains dont la Tunisie participent, du 13 au 16 octobre, à un atelier de formation consacré à l'économie circulaire, organisé au siège des Nations unies, à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie.

L'objectif principal de cette formation est de renforcer les capacités des journalistes africains, afin qu'ils puissent couvrir de manière précise, attractive et constructive la transition du continent vers un modèle économique circulaire.

Au-delà du développement des compétences, l'atelier vise à valoriser les initiatives circulaires en Afrique, en montrant comment la circularité peut créer des emplois durables, renforcer la compétitivité des économies africaines et accroître leur résilience face aux défis climatiques.

Cette initiative est portée par le réseau international de journalistes africains spécialisés dans les questions environnementales, "Africa 21", et mise en œuvre sur mandat de l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (AAEC), dont le Secrétariat est basé au sein de la Banque africaine de développement (BAD). L'atelier bénéficie, également, du soutien de la Facilité pour l'économie circulaire de la BAD, et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

Lors de l'ouverture de l'atelier, lundi, Bonmwa Fwangkwal, responsable de programme au sein de l'AAEC a souligné que la formation ambitionne de fournir aux participants des outils d'analyse et des cadres narratifs leur permettant de produire des récits centrés sur l'humain, tout en vulgarisant les opportunités offertes par l'économie circulaire auprès des décideurs, des investisseurs et du grand public.

De son côté, Charles Akol, responsable des affaires environnementales à la CEA, a appelé les journalistes à amplifier la voix du continent africain dans les débats mondiaux sur la circularité, en valorisant ses expériences et en reliant les réussites nationales aux priorités continentales.

Il les a également encouragés à placer l'économie circulaire au cœur du débat public et des politiques, afin de mobiliser le soutien des décideurs, des entreprises et des communautés.

À cet égard, il les a appelé à simplifier les concepts techniques et la terminologie liés à la circularité, pour les rendre accessibles à des publics divers.

Cet atelier se tient en marge des Assemblées générales de l'AAEC, qui réuniront, du 14 au 16 octobre à Addis-Abeba, institutions et partenaires autour d'une ambition commune : faire de l'économie circulaire un pilier de la future trajectoire de croissance de l'Afrique.

Crée en 2016 lors du Forum économique mondial, l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (AAEC) est une coalition dirigée par les gouvernements africains.

Comptant 21 pays membres, elle a mission est de stimuler la transformation du continent vers une économie circulaire génératrice de croissance, d'emplois et d'effets positifs sur l'environnement, en développant l'écosystème africain de la circularité et en tirant parti des opportunités offertes par ce modèle de développement.



Aissatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; Addis-Abeba : Des journalistes africains formés sur l'économie circulaire ; L'Ecogiste, 13 octobre 2025.

Tag : ACEA, ACEF, AfDB, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://www.lecogiste.com/actualites/addis-abeba-des-journalistes-africains-formes-sur-leconomie-circulaire/>



En marge des réunions annuelles de l'African Circular Economy Alliance (ACEA), qui se tient du 14 au 16 octobre 2025, une dizaine de journalistes de pays à travers l'Afrique dont la Côte d'Ivoire, prennent part à un atelier de renforcement de capacités à Addis-Abeba, en Éthiopie ce lundi 13 octobre 2025.

Réunis autour du thème « l'économie circulaire », ces professionnels des médias participent à une formation immersive visant à renforcer leurs connaissances sur les enjeux économiques, environnementaux et sociaux liés à ce modèle de développement durable.

L'événement, organisé par Africa 21 et le soutien de la African Development Bank's Circular Economy Facility (ACEF) s'inscrit dans le cadre des réunions annuelles de l'African Circular Economy Alliance (ACEA).

Cette initiative a pour objectif de renforcer la capacité des journalistes africains à mieux comprendre, traiter et vulgariser les questions liées à l'économie circulaire. Les participants sont amenés à explorer les opportunités économiques qu'offre ce modèle notamment la création

d'emplois verts, l'innovation, la réduction des déchets tout en découvrant les bonnes pratiques mises en œuvre sur le continent.

Charles Akol, responsable environnement de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique affirme : «Nous voulons que vous soyez des amplificateurs de la visibilité ».

Davinah Uwella, Coordinatrice de programme, Banque Africaine de développement, quant à elle affirme : « En tant que partenaire de développement sur le continent, nous avons soixante ans d'expérience dans les activités de développement. Ce qui nous semble manquer, c'est la manière de lier efficacement la finance à l'innovation afin de garantir un développement inclusif ».

Sophia Moggs, Analyste politique, insiste sur les politiques à définir : « Nous avons vu beaucoup d'efforts dans l'économie circulaire, d'un point de vue de la gestion des déchets et des ressources, et c'est l'un des points d'entrée les plus faciles. Mais l'économie circulaire va bien au-delà. Nous avons donc besoin de politiques qui définissent des standards pour les produits conçus afin qu'ils soient plus durables ».

À travers cet atelier, les organisateurs entendent créer un réseau de journalistes engagés, capables de promouvoir un discours constructif sur la transition vers une économie durable en Afrique.

À terme, cette dynamique vise à sensibiliser davantage les citoyens, les décideurs et les entreprises sur la nécessité d'adopter des pratiques plus responsables pour la préservation de l'environnement et la croissance inclusive du continent.



Stella Mbuh (Cameroon) ; Cameroon urged to adopt circular economy model to tackle waste crisis, youth unemployment; Mimi Mefo Info, October 14, 2025.

Tag : ACEA, AfDB, African Union, UNECA, UNEP.

To access to the article : <https://mimimefoinfos.com/experts-urge-cameroon-to-accelerate-reforms-to-curb-waste-crisis/>



As Africa pushes forward with its Continental Circular Economy Action Plan (CEAP 2024–2034), experts are calling on Cameroon to accelerate national policy reforms that would embed circular economy principles into its development strategy.

The move, they say, could transform the country's growing waste problem into an opportunity for economic growth and youth employment.

Speaking at the Africa Circular Economy Alliance (ACEA) high-level session with African Journalists, at the UN Economic Commission for Africa (UNECA) headquarters in Addis Ababa, leaders from the African Development Bank (AfDB) and the Ellen MacArthur Foundation emphasized that the circular economy is not just an environmental agenda but it is a development solution for Africa's next generation.

"Circular economy is about using resources that we have for development without being wasteful, being efficient with the resources that we have," said Davinah Milenge Uwella, Chief Programme Coordinator at the African Development Bank.

"Within circular economy we have regenerative resources. The AfDB's 10-Year Strategy (2024–2033) includes circular economy as one of the key initiatives to protect nature through nature-based solutions in agriculture, renewable energy, energy efficiency, and especially in waste management," Uwella said.

Why Circular Economy Matters for Cameroon

Cameroon's urban centers, particularly Douala, Yaounde, Buea and Bamenda, are drowning under the weight of unmanaged waste.

According to the World Bank, Cameroon's cities produce an estimated six million tonnes of solid waste annually, most of which end up in open dumpsites or informal landfills. [④ Cameroon travel guide](#)

E-waste alone accounts for more than 23,000 tonnes a year, with less than 10 percent properly processed.

Meanwhile, statistics from the National Institute of statistics indicate that youth unemployment stands at 39.3 percent, a figure that experts say could be reduced through green innovation and recycling enterprises.

Transitioning to a circular economy model where materials are reused, recycled, and repurposed rather than discarded could create thousands of sustainable jobs while reducing the country's dependency on imported raw materials.



Dr. Sophie Moggs, policy analyst Ellen MacArthur Foundation

"We have a lot of youthful population on the continent," Uwella added. "So how do we finance those? How do we scale them? Through facilities such as the Africa Circular Economy Facility (ACEF), we can tap into the SMEs that need finance and the policy levers that make such financing possible. You need policy to drive finance."

Experts Warn: Policy Gaps Risk Slowing Momentum

While many African nations, including Rwanda, Nigeria, and South Africa, have begun implementing national circular economy policies, Cameroon still lacks a formal strategy.

"As far as I actually know, Cameroon does not yet have a circular economy policy in place," said Dr. Sophie Moggs, Policy Analyst at the Ellen MacArthur Foundation.

"Even so, the fact that journalists and organizations are now talking about circular economy is very important. By identifying local examples, Cameroon can find what barriers exist and begin to address them through government-business dialogue." [\(+ Cameroon travel guide\)](#)

Dr. Moggs described the circular economy as "a systems solution to our triple planetary crisis" which are environmental degradation, climate change, and resource scarcity, stressing that fragmented efforts could stall progress without strong policy coordination.

"We need policies that talk to each other across climate, biodiversity, and industry agendas," she said.

"And we need to focus on sectors with the biggest impact: plastics and packaging, fashion and textiles, the built environment, electronics, and food and agriculture."

Economic Incentives for Growth and Innovation

According to the United Nations Environment Programme, UNEP, the circular economy could unlock \$8 trillion in economic benefits globally by 2030, while helping countries reduce greenhouse gas emissions by nearly 40 percent. For Cameroon, this approach aligns with its Vision 2035 Development Plan and could attract new investment through green financing mechanisms such as the AfDB's ACEF and EU-AU cooperation frameworks.

"Circular economy is anchored in behavior change," Uwella noted.



Davinah Milenge Uwella, Chief Programme Coordinator at the African Development bank

"The media is very critical in ensuring the right message gets sent out and creating platforms where practitioners can showcase their good practices."

Dr. Moggs also emphasized the importance of design and innovation.

"Waste is a human invention," she said. "If both businesses and policymakers think from a design perspective, making products more durable and recyclable, they can start creating tangible outcomes. Policies should set clear standards for product design and support secondary materials markets."

Cameroon's Missed Opportunity and the Way Forward

Analysts say Cameroon risks falling behind regional peers if it fails to act swiftly. The African Union's Circular Economy Action Plan offers technical and financial support for countries ready to embed circularity into national development agendas. [⊕ Cameroon travel guide](#)

Adopting a national circular economy policy could: create thousands of green jobs for youth in recycling repair, and upcycling sectors, enhance climate resilience through cleaner production and energy efficiency, while boosting innovation and small business competitiveness across industries.

A Call for Policy Action

As global partners push for a sustainable future, Cameroon's shift toward a circular economy could become a game-changer, turning the country's waste crisis into an engine for innovation and inclusive growth.

"If you can start talking to the government about it in a way that will generate jobs for the future, economic growth, and climate resilience, then real progress can happen," Dr. Moggs concluded.

"You need policy to drive finance," Uwella added. "There are markers around policy that enable finance flow to where it's needed."

With Africa's youthful population and finite natural resources, Cameroon's adoption of a circular economy could signal more than just reform. It could define a new economic future that is cleaner, smarter, and more inclusive.

le soleil

Ndiol Seck (Sénégal) ; Économie circulaire en Afrique: une solution intégrée et des défis à relever ; Le Soleil, 14 octobre 2025.

Tag : ACEA, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://lesoleil.sn/actualites/economie/economie-circulaire-en-afrique-une-solution-integree-et-des-defis-a-relever/>



Les gouvernements africains intègrent de plus en plus la circularité dans leurs politiques nationales. En atteste l'adhésion de plus de 20 pays africains, dont le Sénégal, à l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (ACEA). Ce modèle, selon des spécialistes, est une solution intégrée, mais les défis à relever sont encore nombreux.

ADDIS-ABEBA – La Commission économique des nations unies pour l'Afrique (Cea), considère l'économie circulaire comme une solution transformatrice et intégrée, favorisant la croissance économique, la création d'emplois, la résilience climatique et l'amélioration du bien-être humain et des écosystèmes. C'est ce qu'a soutenu, hier, Charles Akol de la Division des changements climatiques, de la Sécurité alimentaire et des Ressources naturelles de cet organe des Nations Unies. C'était lors d'un atelier d'échange avec un groupe de journalistes africains, en prélude à l'ouverture, aujourd'hui, à Addis Abeba, de l'Assemblée générale annuelle de l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (Acea).

À en croire le spécialiste des questions environnementales, le modèle économique linéaire actuel, basé sur l'extraction, la production et l'élimination, est responsable de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de plus de 90 % de la perte de biodiversité et du stress hydrique. « Pour l'Afrique, le coût est déjà élevé : le changement climatique entraîne des pertes annuelles de Produit intérieur brut (Pib) pouvant atteindre 5 % », a-t-il renseigné. Pour M. Akol, la rareté des ressources n'est plus une menace lointaine. C'est une réalité mondiale. « D'ici 2060, la consommation mondiale de ressources naturelles devrait augmenter de 60 %. La population africaine devrait atteindre 2,5 milliards d'ici 2050, les jeunes représentant une proportion importante. Ce changement démographique représente à la fois un défi et une opportunité», a-t-il estimé. Non sans encourager une meilleure implication des journalistes dans cette transition vers l'économie circulaire.

« Cette immersion médiatique est plus qu'une simple formation. Elle constitue le fondement de la création d'un réseau de journalistes capables de rendre compte de manière précise, convaincante et cohérente de la transition de l'Afrique vers une économie circulaire. À la Commission économique des nations unies pour l'Afrique (Cea), nous pensons que votre rôle va au-delà du simple reportage. Nous vous considérons comme les futurs praticiens et champions de l'économie circulaire. Car pour nous, les idées doivent conduire à l'action », a-t-il adressé aux journalistes venus d'une dizaine de pays d'Afrique. Axes stratégiques Pour catalyser une transition à grande échelle vers des modèles d'économie circulaire en Afrique, la Cea accorde la priorité à quatre axes stratégiques.

Il s'agit de la localisation du cadre continental avec l'adoption des principes de l'économie circulaire aux niveaux national et infranational, en coordination avec les communautés économiques régionales et les partenaires au développement ; du renforcement des capacités avec le développement de compétences locales grâce à des outils, des programmes de formation, de reconversion et de perfectionnement à grande échelle, via des plateformes éducatives formelles et non formelles. Tout comme la démonstration d'impact avec une mise en évidence de preuves que les modèles circulaires produisent des résultats en phase avec les besoins et priorités de développement national, y compris la création d'emplois, la diversification économique, l'équité sociale, la résilience climatique et la durabilité écologique.

Et enfin, la mobilisation de financements pour aider les entreprises à adopter des modèles circulaires, renforcer leur capacité à concevoir des projets bancables et intégrer la circularité dans les mécanismes de financement de l'action climatique, de la transformation numérique, du commerce et de la conservation de la biodiversité. Pour sa part, Dr Sophie Moggs, analyste politique à Ellen MacArthur Fondation, souligne que l'économie circulaire figure désormais en bonne place dans l'agenda mondial. Selon elle, plus de 55 % des entreprises ont des ambitions en matière d'économie circulaire. Et il existe plus de 75 feuilles de route nationales pour l'économie circulaire. « Mais pour passer à l'échelle supérieure, nous devons accélérer la mise en œuvre de l'économie circulaire en concentrant les actions des entreprises et des pouvoirs publics sur la suppression des obstacles systémiques », a-t-elle préconisé.



Marwa Ben Abdennabi (Tunisia); Afrique : Aligner les politiques pour accélérer la transition vers l'économie circulaire; Agence Tunis Afrique Presse, 14 octobre 2025.

Tag : ACEA, BAD, PNUD.

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/19333661-afrique-aligner>



Addis-Abeba, 14 oct. (De l'envoyée de l'Agence TAP- Maroua Ben Abdennabi)- La réunion annuelle de l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (AAEC) a ouvert ses travaux, mardi, à Addis-Abeba, sous le thème "Alignement continental pour la transformation vers l'économie circulaire en Afrique".

Organisée en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette rencontre rassemble un large éventail de parties prenantes, notamment des représentants de gouvernements africains, d'organisations régionales, des acteurs du secteur privé, des investisseurs ainsi que des partenaires régionaux et internationaux du développement.

Cette réunion vise à instaurer une approche continentale "cohésive" en matière d'économie circulaire en alignant et harmonisant les initiatives et politiques nationales déjà existantes mais souvent fragmentées, a déclaré Charles Nyandiga, responsable des affaires environnementales au PNUD, à l'ouverture des travaux.

Selon lui, cette fragmentation limite la capacité des pays africains à accéder à des marchés régionaux intégrés et à réaliser des économies d'échelle. Ce conclave, a-t-il dit, constitue une occasion privilégiée pour discuter des moyens à même de mobiliser les financements nécessaires et identifier les opportunités d'investissement afin d'accélérer la transition vers un modèle d'économie circulaire en Afrique.

Pour Bonmwa Fwangkwal, responsable de programme au sein de l'AAEC, cette rencontre favorisera la coopération Sud-Sud, permettant aux pays membres de partager leurs expériences, de mettre en avant des partenariats impactantes et de collaborer pour promouvoir des solutions d'économie circulaire à travers le continent.

// Harmoniser les politiques avec le plan d'action continental pour l'économie circulaire //

Cette réunion, a-t-elle dit, entend harmoniser les politiques et les priorités nationales avec le Plan d'action continental pour l'économie circulaire (CEAP) pour 2024-2034, récemment lancé par la Commission de l'Union africaine, avec pour objectif de transformer les économies africaines vers un modèle plus durable, en réduisant les déchets et en réutilisant les ressources.

Ce plan constitue une feuille de route continentale pour la promotion de solutions d'économie circulaire, en mettant l'accent sur l'importance de l'intégration régionale et de la collaboration multipartite.

Bonmwa Fwangkwal a appelé à une adhésion plus large des pays africains, y compris de la Tunisie, à l'Alliance, qui ne regroupe encore que 21 des 54 pays du continent.

Créée en 2016, lors du Forum économique mondial sur l'Afrique à Kigali (Rwanda), l'Alliance africaine pour l'économie circulaire est une coalition dirigée par les gouvernements africains, fondée par le Rwanda, le Nigéria et l'Afrique du Sud, avec un Secrétariat basé à la Banque africaine de développement (BAD). Sa mission est de stimuler la transformation du continent vers un modèle économique circulaire générateur de croissance, d'emplois et d'effets positifs sur l'environnement, en développant l'écosystème africain de la circularité et en exploitant les opportunités offertes par ce modèle de développement.

L'alliance a identifié cinq domaines prioritaires, appelés les « 5 Paris Gagnants », dans lesquels l'économie circulaire peut générer d'importants bénéfices économiques, sociaux et environnementaux, à savoir les systèmes alimentaires, les emballages, l'environnement bâti, la mode et le textile, ainsi que l'électronique.

Selon la BAD, la transition vers l'économie circulaire pourrait générer 546 milliards de dollars d'opportunités de marché et créer 11 millions d'emplois en Afrique d'ici 2030.

Le secteur de la gestion des déchets, quant à lui, représente à lui seul une opportunité de marché estimée à 21,7 milliards de dollars en 2024 sur le continent, selon Research and Markets, une société spécialisée dans les études et analyses de marché à l'échelle mondiale.



Esther Omopariola (Nigeria); African Circular Economy Alliance Holds Annual Meeting In Addis Ababa; TVC News, October 14, 2025.

Tag : ACEA, AfDB, UNDP.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=1H6vMYb0mK0>

African Circular Economy Alliance (ACEA) convenes its annual meeting in Addis Ababa, bringing together policymakers, business leaders, and environmental experts to discuss sustainable economic practices across the continent. #AfricanCircularEconomyAlliance #ACEA #Sustainability #CircularEconomy #GreenGrowth #AfricaDevelopment #AddisAbaba #EnvironmentalPolicy #NigeriaNews #breakingnews #tinubu #bolaahmedtinubu #kashimshettima #abuja #TVCNews #TVC #News #NaijaNews #NaijaGist #Entertainment #NewsUpdate #BreakingNews #NewsInNigeria #TrendingGists #latestnews #todaynews #BreakingNews #TrendingVideo #YouTubeRewind #Trending #Viral #Music #EntertainmentNews #ClimateChange #BusinessNews #SportsNews #AfricaNews #NigerianYouth #NigerianSports #NigeriaEconomy #NigeriaNews.

ETHIO NEGARI

News About Ethiopia & The Horn

Samuel Abate (Ethiopia) ; African Circular Economy Alliance Pushes for Continental Action ; October 15, 2025.

Tag : ACEA, ACEF, AfCFTA, UNECA.

To access the article : <https://ethionegari.com/2025/10/15/african-circular-economy-alliance-pushes-for-continental-action/>



Africa's Circular Economy Could Add \$66 Billion to GDP

A high-level session of the African Circular Economy Alliance (ACEA) with African journalists was held in Addis Ababa. Leaders from the African Development Bank, the Ellen MacArthur Foundation, and other stakeholders participated in the event.

Africa stands at a pivotal moment in its development journey, with the circular economy emerging as a powerful blueprint for sustainable growth, job creation, and environmental resilience.

Yet despite its vast potential, experts say the continent must overcome structural, policy, and investment hurdles to fully harness the benefits of circularity.

Charles Akol, Environment Officer at the United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), said that adopting circular economy models could add up to \$66 billion to Africa's GDP and create 11 million new jobs by 2030.

Circular approaches centered on reusing, recycling, and regenerating resources offer Africa an opportunity to shift away from the traditional “take, make, waste” economic model and move toward one that preserves value and supports long-term sustainability.

Circular initiatives across agriculture, textiles, manufacturing, and waste management could unlock over \$546 billion in new market opportunities.

With the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) enabling cross-border trade in refurbished goods and recycled materials, experts believe that circular trade could drive industrial diversification and economic integration.

In particular, sectors such as automotive recycling, e-waste management, and sustainable packaging are already demonstrating the promise of circularity.

In Kenya, Gjenge Makers transforms plastic waste into durable paving blocks, while in Nigeria, solar-powered cold chains are reducing food waste and boosting agricultural productivity.

Similarly, Rwanda and Kenya’s bans on single-use plastics showcase how regulation can drive both innovation and environmental protection.

The African Circular Economy Alliance (ACEA) and the African Circular Economy Facility (ACEF), supported by the African Development Bank, are spearheading the continent’s transition.

ACEA’s 21 member countries including Ethiopia, Kenya, Nigeria, Ghana, and South Africa—are advancing five “Big Bets”: food systems, packaging, electronics, fashion and textiles, and the built environment.

These sectors were chosen for their transformative potential. Together, they represent a large share of Africa’s GDP, labor force, and export flows.

For instance, circular agriculture alone could sustain 23% of Africa’s GDP and 60% of jobs, while improved recycling systems could recover \$3.2 billion worth of strategic materials currently lost to waste.

The Ellen MacArthur Foundation, a leading global advocate for circular economies, highlights Africa’s innovation in this space especially its informal recycling networks, decentralized infrastructure, and youth-led solutions.

Sophie Moggs, a policy expert at the foundation, said that across the continent, 17 countries have developed national circular economy strategies, 36 have banned single-use plastics, and 16 have adopted Extended Producer Responsibility (EPR) schemes policies that require producers to manage the end-of-life impact of their products.

The foundation emphasizes that Africa’s circular transition is not merely an environmental necessity but a strategic economic choice in a world increasingly defined by material competition and resource scarcity.

Circularity enables African nations to reclaim value chains and reduce dependency on extractive industries.

Despite growing momentum, many African governments face policy fragmentation, limited institutional capacity, and linear economic systems that favor short-term profits over long-term sustainability.

The Ellen MacArthur Foundation warns that current policy frameworks are still “built on linear economy assumptions,” creating a competitive disadvantage for circular solutions. Shifting political agendas, lack of policy coherence, and insufficient coordination between climate, industrial, and biodiversity strategies continue to slow progress.

Moreover, expanding circular business models requires investment in infrastructure, skills development, and research and innovation ecosystems.

Experts argue that Africa’s youthful population, rich natural resources, and emerging digital ecosystems make it uniquely positioned to lead a global circular revolution.

The African Union’s Continental Circular Economy Action Plan, supported by ACEA, aims to harmonize standards across the continent, creating predictable markets and attracting international investment in green growth.

As the world shifts toward low-carbon economies, circularity is becoming Africa’s economic and ecological lifeline. With coordinated policies, investment, and innovation, the continent could transform its waste into wealth, redefine industrial competitiveness, and secure a sustainable future for generations to come.

“Circular economy is Africa’s leverage to stay competitive without repeating extractive dependency,” an ACEA official noted. “It’s not just about recycling—it’s about redesigning our economic systems for resilience and shared prosperity.”

le soleil

Ndiol Seck (Sénégal) ; Économie circulaire: 21 pays africains cherchent à harmoniser leurs initiatives ; Le Soleil, 15 octobre 2025.

Tag : ACEA, BAD, PNUD, Union africaine.

Pour lire l'article : <https://lesoleil.sn/actualites/economie/economie-circulaire-21-pays-africains-cherchent-a-harmoniser-leurs-initiatives/>



L'Alliance africaine pour l'économie circulaire (Acea) souhaite une action coordonnée pour une meilleure promotion de l'économie circulaire. L'assemblée générale annuelle, ouverte, hier, à Addis-Abeba, en Ethiopie, se veut une plateforme de dialogue pour l'alignement des initiatives en cours, l'harmonisation des approches politiques et la création d'une vision commune pour le développement régional de l'économie circulaire.

ADDIS-ABEBA – L'Assemblée générale annuelle de l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (Acea) a été ouverte, hier, à Addis-Abeba (Ethiopie). C'était en présence des représentants des 21 pays membres dont le Sénégal mais aussi des partenaires techniques et financiers. L'alliance cherche, à travers cette réunion, à promouvoir l'alignement des initiatives nationales, régionales et continentales en matière d'économie circulaire. Cela, afin de favoriser la cohérence, la

mobilisation dynamique (politique et technique) pour mettre en œuvre les feuilles de route nationales en matière d'économie circulaire conformément à la recommandation de l'Union africaine, l'exploration du rôle des institutions et des cadres régionaux pour stimuler l'industrialisation et l'intégration de l'économie circulaire dans les chaînes de valeur africaines.

L'alliance veut aussi l'approfondissement de la collaboration entre les pays membres et les partenaires techniques régionaux afin d'accélérer l'harmonisation des politiques, l'innovation et les investissements. « Depuis le lancement du Plan d'action de l'Union africaine sur le continent en juillet 2025, une forte dynamique a été construite pour le développement de l'économie circulaire en Afrique. Cette conférence est donc arrivée au bon moment pour nous permettre d'explorer nos partenariats internationaux et de promouvoir des solutions innovantes qui permettront d'améliorer l'économie circulaire en Afrique », a déclaré Charles Nyandiga, responsable Environnement au Pnud. Selon lui, l'Assemblée générale 2025, placée sous le signe de l'alignement continental pour la transformation de l'économie circulaire en Afrique, « est un appel à unir nos efforts, à améliorer notre impact, à accélérer la transition de l'Afrique vers un avenir durable, inclusif et prospère ».

A l'en croire, en Afrique, les initiatives sur l'économie circulaire sont nombreuses. Les gouvernements adoptent des politiques, les entreprises pilotent des solutions innovantes et les entrepreneurs démontrent la viabilité commerciale des pratiques circulaires. Mais la plupart des efforts restent fragilisés et localisés, limitant la capacité du continent à développer des économies de taille et des marchés régionaux. « Cette réunion est une opportunité pour mieux nous aligner afin de développer des initiatives nationales, régionales et continentales pour que la transition vers l'économie circulaire en Afrique soit cohérente, disponible et impactante », a insisté M. Nyandiga.

Il a souligné la nécessité d'utiliser des plateformes d'intégration régionale pour le développement de l'économie circulaire en Afrique. Poursuivant, le responsable Environnement du Pnud a soutenu que les transitions vers l'économie circulaire nécessitent des investissements et des solutions innovantes. « Notre défi pour cette réunion est d'explorer des moyens durables de mobiliser des financements et d'améliorer l'innovation pour s'assurer que les projets d'économie circulaire sont bancables, inclusifs et climatiquement intelligents », a estimé Charles Nyandiga. Pour sa part, Nathaniel Oluoch Agola, économiste en chef à la Banque africaine de développement (Bad), a félicité la Commission de l'Union africaine pour l'annonce récente de son Plan d'action sur l'économie circulaire. Pour lui, ce document sert de guide pour dynamiser l'agenda de l'économie circulaire sur le continent africain. Ce plan définit la manière dont l'Afrique peut transformer la circularité en un moteur de compétitivité, de résilience et d'opportunité.



Bosco Kwizera (Rwanda); News Bulletin: Africa circular economy alliance : delegates gathered in Ethiopia to discuss the progress that has been made ; Rwanda TV, October 15, 2025.

Tag : ACEA, AfDB.

To watch the report : <https://www.youtube.com/live/qxtB9R3wMI8>

Report to follow from minute 11:35.



Marwa Ben Abdennabi (Tunisia); Afrique : «Promouvoir une approche de financement panafricaine pour accélérer la transition vers l'économie circulaire » (Coordinatrice principale de programme/ BAD) ; Agence Tunis Afrique Presse, 15 octobre 2025.

Tag : ACEA, BAD.

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/19338542-afrique>

Version en arabe : <https://www.tap.info.tn/ar/%D9%88%D9%8A%D8%A8%D8%B3%D9%8A%D8%AA-%D8%A5%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF-Portal-Economy/19339589-%D8%A5%D9%81%D8%B1%D9%8A%D9%82%D9%8A%D8%A7-%D8%AA%D8%B9%D8%B2%D9%8A%D8%B2>



Addis-Abeba ,15 oct.— (Interview réalisée par Maroua Ben Abdennabi/TAP) – L'Afrique dispose d'environ 4 000 milliards de dollars de ressources domestiques mobilisables, un potentiel qui pourrait servir de levier pour réduire les risques liés à l'investissement dans les innovations circulaires, a déclaré Davinah Milenge Uwella, Coordinatrice principale de programme, à la Banque africaine de développement (BAD).

Dans une interview accordée à l’agence TAP, en marge de la réunion annuelle de l’Alliance africaine pour l’économie circulaire (AAEC), qui se tient du 14 au 16 octobre courant, à Addis-Abeba (capitale de l’Éthiopie), la responsable a plaidé en faveur d’une approche de financement panafricaine pour accélérer la transition vers l’économie circulaire en Afrique.

Elle a, également, saisi cette occasion pour inviter les pays, comme la Tunisie, qui n’ont pas encore rejoint l’Alliance, à le faire.

Q : Quels sont les obstacles qui entravent le développement de l’économie circulaire en Afrique ?

R : L’accès au financement reste le principal frein au développement de l’économie circulaire en Afrique. Toutefois, le continent dispose d’environ 4 000 milliards de dollars de ressources domestiques mobilisables. Ces capitaux pourraient servir de levier pour réduire les risques liés aux investissements dans les innovations circulaires.

Tant que les financements locaux ne seront pas pleinement mobilisés, il sera difficile d’attirer les investissements.

C’est pourquoi la BAD œuvre à la mise en place de mécanismes de financement innovants, capables de combiner les ressources nationales et de favoriser leur implantation à l’échelle régionale, pour éviter que chaque pays n’agisse de manière isolée.

Souvent ancrées dans le quotidien des populations, les solutions d’économie circulaire sont difficiles à financer individuellement. Elles nécessitent la création d’un écosystème de financement intégré. L’objectif est, ainsi, de promouvoir une approche panafricaine en matière de financement de ces innovations, en vue de réduire les risques d’investissement.

La BAD, à travers sa nouvelle approche axée sur le capital africain, la souveraineté financière et le développement des petites et moyennes entreprises (PME), s’inscrit pleinement dans cette dynamique.

Lors des travaux de cette réunion annuelle, la question du renforcement des capacités a été souvent soulevée par les participants comme un frein à l’économie circulaire. Que recommandez-vous pour résoudre cette problématique ?

R : Le renforcement des capacités demeure, en effet, un défi majeur. Les solutions circulaires africaines sont souvent le fruit d’innovations locales, directement inspirées des besoins réels du marché. Par conséquent, elles méritent d’être valorisées et développées à plus grande échelle.

Pour ce faire, il est essentiel de promouvoir le transfert des savoirs locaux et endogènes, tout en renforçant les liens entre les universités, les centres de recherche et les besoins économiques. Aujourd’hui, l’enseignement et la recherche restent encore insuffisamment alignés sur les exigences du marché, ce qui freine la capacité du continent à transformer son potentiel d’innovation en moteur de croissance durable.

A la Banque, nos programmes de renforcement des compétences visent à garantir que les institutions de formation préparent les jeunes Africains aux métiers, et ce, en adéquation avec les besoins réels du marché continental.

Q :Quelles sont vos attentes par rapport à cette réunion annuelle de l'Alliance africaine pour l'économie circulaire ?

Hébergée par la BAD, l'Alliance existe depuis cinq ans maintenant. À sa création, cinq secteurs prioritaires avaient été identifiés pour accélérer la circularité sur le continent, à savoir les systèmes alimentaires durables, les déchets électroniques, le bâtiment et l'environnement bâti, les textiles, et les autres produits électroniques. Ces domaines ont été au cœur de nos discussions lors des précédentes réunions annuelles, mais aujourd'hui, nous voulons renforcer le travail accompli.

L'Alliance compte désormais 21 pays membres sur 54 pays africains. Nous nous attendons à ce que d'autres pays nous rejoignent bientôt. Chaque nouveau membre apporte son expérience et ses connaissances, ce qui enrichit cette plateforme d'échanges et de mutualisation. Notre approche n'est pas descendante, mais ascendante, pilotée par les pays eux-mêmes.

À ce jour, Nous avons aidé quatre pays dont le Cameroun, l'Éthiopie, le Tchad et le Bénin à élaborer leurs feuilles de route nationales en matière d'économie circulaire. Chaque pays définit sa vision propre, en fonction de son contexte. Les partenaires à l'instar des Nations Unies et de la BAD interviennent; ensuite; pour soutenir les priorités identifiées.

En créant cet espace de coopération, l'Alliance permet aux pays et à leurs partenaires de collaborer concrètement et de définir la circularité conformément à la perspective africaine.

Cette dynamique s'inscrit désormais dans le cadre du Plan d'action continental pour l'économie circulaire 2024-2034, adopté, récemment, par l'Union africaine. Il s'agit d'un plan décennal qui trace la feuille de route du continent pour sa transition vers une économie circulaire.

Q : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux pays qui n'ont pas encore rejoint l'Alliance, comme la Tunisie ?

R : Le partenariat et la collaboration sont une véritable force. D'ailleurs, le dernier des Objectifs de développement durable (l'ODD 17) est consacré aux partenariats. L'économie circulaire repose, entièrement, sur cette idée de coopération.

Dans chacun de nos 54 pays, il existe des solutions circulaires locales. Chaque pays a quelque chose à apporter et à partager. C'est pour cela que cette plateforme commune est si importante : elle permet à tous les pays d'échanger leurs expériences et de s'enrichir mutuellement. Nous encourageons donc, vivement les pays qui n'ont pas encore rejoint l'Alliance à le faire. L'Alliance offre une voie concrète et accessible vers une croissance durable pour tout le continent.



Stella Mbuh (Cameroon) ; circular economy in action : Ethiopia's policy blueprint offers key lessons for Cameroon and Africa; Mimi Mefo Infos, October 15, 2025.

Tag : ACEA, AfDB, UNDP.

To access to the article : https://mimimefoinfos.com/circular-economy-in-action-ethiopias-policy-blueprint-offers-key-lessons-for-cameroon-and-africa/?fbclid=IwdGRzaAND8JtjbGNrA13waWV4dG4DYWVtAjExAAEeWm0Ge6JhPvUY9g96iPcUBSeLOCQNV9LCQD7DyCb3fNgTtYAbN_EYXgljE_aem_T6_8oPGOjeSvyecoixfnpA



Group Picture 2025 ACEA Annual Conference (1)

As Africa redefines its growth trajectory through sustainability and innovation, Ethiopia's emerging circular economy is proving that the continent can move beyond being labeled a "dumping ground" for the world's waste and instead become a hub of green enterprise and resource regeneration.

At the African Circular Economy Alliance (ACEA) Annual Conference held at the UNDP Regional Service Centre in Addis Ababa, innovators, policymakers, and development experts showcased how Africa's youth and enterprises are turning waste into wealth, advancing Sustainable Development Goal 12, which emphasises responsible consumption and production.

Ethiopia's Policy Push Toward Circularity

Ethiopia stands out for its deliberate policy alignment that encourages recycling, eco-innovation, and sustainable manufacturing. The government has introduced robust e-waste management guidelines, tax incentives for green businesses, and investment frameworks supporting eco-friendly production.

"These policies are creating an enabling environment for startups to thrive while protecting the environment," said Davina Milenge Uwelle, Chief Program Coordinator at the African Development Bank (AfDB). "Through the African Circular Economy Facility, we support countries like Ethiopia and Cameroon to design circular economy roadmaps, foster innovation, and build resilient green infrastructure."

According to Milenge, the goal is to harmonize national efforts across the continent.

"Circular economy isn't new to Africa, it's part of our traditional systems of reuse and regeneration," she noted. "What we need now is scale, finance, and stronger partnerships."



Innovations Changing Africa's Waste Narrative

In a region often described as the final destination for European waste, Ethiopia's youth-led innovations are reshaping that story. From refurbishing solar systems to extracting oils from coffee and fruit waste, enterprises are proving that circularity is not just an environmental concept but it's a new economic model.

At Inter Ethiopia, young engineers collect discarded batteries and solar units, repair them, and rebuild larger energy storage systems.

"We've refurbished more than 3,000 solar home systems, selling them at 80% less than new imports," explained Aron Nebyiu, Operations Manager. "It's affordable energy for rural communities and a cleaner planet for everyone."

Meanwhile, startups like GreenDrop are transforming organic waste from coffee husks and lemon peels, into essential oils used in cosmetics. These products are locally made, eco-friendly, and directly support Ethiopia's transition to sustainable production.

Such enterprises embody SDG 12, promoting efficient use of natural resources and reducing pollution while creating dignified green jobs.

Cameroon's Circular Roadmap: Time to Move from Policy to Action

Cameroon, which already has a circular economy roadmap developed with AfDB support, stands at a crucial turning point. The country faces mounting waste challenges from plastic pollution in Douala to unmanaged e-waste in Yaounde but also holds enormous potential for green innovation.



Experts say Cameroon can learn from Ethiopia's policy-backed approach that combines public awareness, youth empowerment, and enterprise incubation.

"Africa's youth population is growing fast. We need to target green jobs and circular practices so we can recycle, regenerate, and reuse our resources," said Hermela Glegziabher, Project Coordinator Reach For Change, and an Ethiopian sustainability advocate.

By investing in eco-startups, community-based recycling, and policy enforcement, Cameroon could transform its waste crisis into a new industrial frontier reducing imports, conserving resources, and advancing its climate goals.



Building an African Voice for Circular Growth

The African Circular Economy Alliance (ACEA), established in 2017 by Rwanda, Nigeria, and South Africa now counts 21 member countries, aiming to drive policy harmonization, knowledge exchange, and regional cooperation.

"The Alliance provides a unified African voice," said Falmata Bukar-Kolo, ACEA Co-chair and Deputy Director at Nigeria's Ministry of Environment. "We must strengthen value chains, empower youth, and ensure no one is left behind in this transition."



From Linear to Circular: The New Growth Agenda

For Cameroon and other African nations, the message from Addis Ababa is clear: the future of development lies in closing the loop between production and consumption.

Ethiopia's experience shows that when policy, innovation, and public awareness align, circularity becomes more than an environmental goal, it becomes a pathway to industrial competitiveness, youth employment, and sustainable prosperity.

"When people start seeing waste as wealth," Hermela concluded, "that's when real transformation begins."





Alain Muhirwe (Burundi) ; Les actions de l'OIM en matière de migrations liées aux effets du changement climatique au Bur ; ISANO Magazine, 16 octobre 2025.

Tag : OIM.

Pour écouter le reportage : <https://soundcloud.com/lanmuhire/reportage-sur-les-actions-de>

Au Burundi, les effets des changements climatiques sont devenus réalité, des milliers de gens ont perdu leur maison pour s'installer dans les zones un peu sécurisées. Les organismes internationaux partenaires du Burundi ainsi que le gouvernement procèdent à la sensibilisation et à l'accompagnement aux vulnérables et à la population burundaise en général. Ce reportage s'inscrit dans cette dynamique de mobilisation et de sensibilisation. Nous l'avons réalisé avec un haut cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les Migrations (OIM), une agence Onusienne plus engagée sur le terrain.

le soleil

Ndiol Seck (Sénégal); Financement, manque de compétences, absence de normalisation : Ces goulots d'étranglement au développement de l'économie circulaire en Afrique ; Le Soleil, 16 octobre 2026.

Tag : ACEA, ACEF, BAD, BEI.

Pour accéder à l'article : [https://lesoleil.sn/actualites/economie/ces-goulots-detramblement- au-developpement-de-leconomie-circulaire-en-afrique/](https://lesoleil.sn/actualites/economie/ces-goulots-detramblement-au-developpement-de-leconomie-circulaire-en-afrique/)



Aujourd'hui, beaucoup de pays africains pratiquent l'économie circulaire. Mais le développement de cette approche plus durable est souvent bloqué par le déficit de financement, le manque de programmes de renforcement de capacités et l'absence de normalisation.

ADDIS-ABÉBA – Les questions du financement des initiatives circulaires, de la formation des porteurs de projets, du respect des normes standards ont été posées de façon récurrente, hier, au deuxième jour de l'Assemblée générale de l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (Acea). Pour Davinah Milenge Uwella, coordinatrice principale de programme à la Banque africaine de développement (Bad), le continent dispose de ressources qui pourraient être mobilisées pour le financement des innovations circulaires. « Nous avons les fonds pour les pensions de retraite, le secteur bancaire, les assurances et l'ensemble des actifs financiers. C'est une base solide pour financer l'innovation, car tant que nous ne parviendrons pas à

mobiliser les financements nationaux, il nous sera difficile de capter des financements étrangers », a-t-elle estimé.

Selon elle, la Bad essaie de développer des mécanismes de financement innovants afin d'éviter que chaque pays n'agisse isolément. « Les solutions d'économie circulaire qui touchent à nos besoins quotidiens sont difficiles à financer individuellement. Elles nécessitent un écosystème de financement. C'est pourquoi la Bad, avec sa nouvelle approche axée sur le capital africain, la souveraineté financière et le développement des Petites et moyennes entreprises (Pme), s'inscrit pleinement dans cette logique », a soutenu Mme Uwella. Pour ce qui est du renforcement de capacités, des participants ont plaidé pour la valorisation des savoirs endogènes. La coordonnatrice principale de programme à la Bad est aussi d'avis que les solutions circulaires africaines sont des innovations locales, développées à partir des besoins réels du marché.

« Cette ingéniosité locale mérite d'être valorisée et mise à l'échelle. Nous devons aussi adapter les formations dans nos universités aux besoins réels du marché, car trop souvent, l'enseignement et la recherche ne sont pas alignés sur la demande économique réelle. À la Bad, nos programmes de développement des compétences visent à s'assurer que les institutions forment les jeunes africains aux métiers du marché africain », a-t-elle fait savoir. Mamadou Lamine Diamé, l'un des représentants du ministère de l'Environnement et de la Transition écologique du Sénégal à cette réunion annuelle reconnaît le manque de financement des innovations circulaires.

Cela est dû, à son avis, au contexte économique difficile dans beaucoup de pays africains. « Heureusement qu'il y a des partenaires techniques et financiers prêts à accompagner les États dans la mise en place de politiques en matière d'économie circulaire. Je peux en citer la Banque africaine de développement (Bad), la Banque européenne d'investissement (Bei), le Fonds africain pour l'économie circulaire (Acef), etc. », a-t-il énuméré. Toutefois, il a souligné que les gouvernements doivent aussi faire plus d'efforts.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Les zones humides d'eau douce, poumons climatiques en danger selon un nouveau rapport de l'EJF ; Environnementales, 17 octobre 2025.

Tag : COP 30, Union européenne.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/10/17/les-zones-humides-d-eau-douce-poumons-climatiques-en-danger-selon-un-nouveau-rapport-de-lejf/>



Un rapport de l'Environmental Justice Foundation (EJF) alerte sur la disparition rapide des zones humides d'eau douce, essentielles à la régulation du climat mondial. Présenté ce 17 octobre 2025 à Brasilia, le document révèle que ces écosystèmes, qui stockent des milliards de tonnes de carbone, disparaissent trois fois plus vite que les forêts.

Les zones humides d'eau douce – tourbières, marais, deltas ou plaines inondables – jouent un rôle vital mais méconnu dans la lutte contre le changement climatique. Selon le dernier rapport de l'Environmental Justice Foundation (EJF), ces écosystèmes constituent d'immenses réservoirs naturels de carbone et abritent une biodiversité essentielle à la survie de millions de personnes. Pourtant, ils sont en train de s'assécher, brûler ou disparaître sous l'effet de l'agriculture intensive, de l'exploitation minière et du changement climatique.

L'EJF estime que les tourbières du bassin central du Congo stockent à elles seules 29 milliards de tonnes de carbone, soit l'équivalent de 33 années d'émissions de l'Union européenne. Présenté à l'ambassade de l'Union européenne au Brésil, le rapport appelle à placer les zones

humides au centre des négociations climatiques de la COP30, prévue en novembre à Belém. Il recommande notamment d'intégrer leur protection dans les contributions nationales déterminées (CDN), d'adopter des lois préservant la connectivité hydrologique et de rediriger les subventions néfastes vers la restauration écologique.

L'événement a rassemblé plusieurs diplomates européens, des représentants autochtones, ainsi que l'envoyée spéciale de la COP30, Jurema Werneck, et l'ambassadrice de l'UE au Brésil, Marian Schuegraf, qui a salué les efforts du Pantanal en faveur de la bioéconomie et du tourisme durable. Pour Steve Trent, fondateur et PDG de l'EJF, il y a urgence : « Chaque hectare de zone humide préservé peut nous aider à rester dans les limites planétaires sûres. » L'organisation insiste sur le fait que la protection et la restauration des zones humides apporteraient des bénéfices immédiats pour le climat, la nature et les communautés locales. Alors que la planète se prépare à la COP30, l'EJF exhorte les dirigeants mondiaux à reconnaître ces « héros climatiques oubliés » comme un pilier central de la lutte contre le chaos climatique.



Aïssatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; L'économie circulaire en Afrique : produire durablement, valoriser les ressources locales ; L'Ecogiste, 17 octobre 2025.

Tag : ACEA, BAD, GIZ, PNUD, Union africaine.

Pour accéder à l'article : <https://www.lecogiste.com/actualites/leconomie-circulaire-en-afrique-produire-durablement-valoriser-les-ressources-locales/>



Ph: Association Africa 21, www.africa21.org

L'Afrique fait face à une croissance rapide et aux défis du changement climatique. Le modèle économique linéaire (produire-consommer-jeter) montre aujourd'hui ses limites notamment l'épuisement des ressources, la pollution et des opportunités économiques perdues.

En parallèle, l'économie circulaire s'impose comme une alternative concrète et un impératif stratégique. Loin d'être une simple gestion des déchets, ce modèle vise à concevoir pour durer, à réparer, réutiliser et valoriser les ressources afin de boucler les cycles de matières et de services. Pour l'Afrique, cette transition implique une transformation profonde de ses modes de production et de consommation.

L'urgence d'une action concertée était d'ailleurs au cœur de la réunion annuelle édition 2025 de l'African Circular Economy Alliance (ACEA) qui s'est tenue à Addis Abeba. Cette rencontre, rassemblant les représentants des 21 pays membres et des partenaires, a posé les jalons d'une synergie essentielle pour concrétiser cette vision panafricaine.

Atténuer les problèmes continentaux et stimuler le potentiel de l'Afrique grâce à l'économie circulaire

L'économie circulaire est une puissante force contre les défis environnementaux et économiques du continent. La Fondation Ellen MacArthur a montré que l'économie circulaire peut s'attaquer à 45% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La GIZ a quant à elle calculé que les engagements actuels ne permettent de réduire que 40 % de la réduction totale nécessaire des émissions de gaz à effet de serre (GES), tandis que l'économie circulaire pourrait contribuer à combler 50 % de l'écart restant. Plutôt qu'acheter et jeter, les consommateurs sont encouragés à réparer, partager, louer ou échanger (Plan d'action continental pour l'économie circulaire en Afrique 2024-2034). Comme le dévoile le Plan d'Action continental pour l'économie circulaire en Afrique 2024-2034, le fait de dépasser l'économie linéaire et gaspilleuse devrait aider l'Afrique à atteindre son plein potentiel via :

- un secteur manufacturier plus résilient et des industries locales plus développées moins dépendantes des importations,
- la création d'emplois axés sur la réutilisation et le recyclage pour sa population jeune et croissante,
- la mise en place de modèles et de communautés résilientes en intégrant les connaissances endogènes dans l'entrepreneuriat.

En valorisant les ressources locales et en réduisant le gaspillage, l'économie circulaire diminue la dépendance aux matières premières et produits importés. Cette autonomie renforcée améliore la balance commerciale et renforce la résilience face aux chocs économiques externes.

Un cadre continental collaboratif



Ph: Association Africa 21, www.africa21.org

La concrétisation de ces bénéfices nécessite une action harmonisée à l'échelle du continent. C'est là qu'intervient le Plan d'Action continental pour l'économie circulaire 2024–2034 (CEAP).

Adopté par l'Union africaine (UA) avec le soutien de la GIZ, ce plan s'inscrit dans la vision de l'Agenda 2063 « L'Afrique que nous voulons » et place la transformation au cœur de la stratégie africaine pour une croissance verte et inclusive. Il définit la manière dont l'Afrique peut transformer la circularité en un moteur de compétitivité, de résilience et d'opportunité, et fixe comme objectif de découpler la croissance économique de la dégradation environnementale.

La réunion annuelle de l'ACEA à Addis-Abeba, du 13 au 16 octobre 2025, est la parfaite illustration de la dynamique de concrétisation de cette feuille de route stratégique de l'UA. Durant quatre jours, les acteurs clés ont mené des discussions sur les initiatives circulaires afin de renforcer l'intégration des pays africains. L'alliance cherche, à travers cette réunion, à promouvoir l'alignement des initiatives nationales, régionales et continentales en matière d'économie circulaire. Cela, afin de favoriser la cohérence, la mobilisation dynamique (politique et technique) pour mettre en œuvre les feuilles de route nationales en matière d'économie circulaire, et d'explorer le rôle des institutions régionales pour stimuler l'intégration de l'économie circulaire dans les chaînes de valeur africaines.

Les discussions menées dans la capitale éthiopienne ont souligné la nécessité d'agir de manière coordonnée et de sécuriser les financements. Nathaniel Oluoch Agola, économiste en chef à la Banque africaine de développement (Bad), a d'ailleurs félicité la Commission de l'Union africaine pour l'annonce récente de son Plan d'action sur l'économie circulaire, reconnaissant que ce document « sert de guide pour dynamiser l'agenda de l'économie circulaire sur le continent africain. »

Cependant, la transition exige des efforts soutenus en matière de financement et d'innovation, comme l'a rappelé Charles Nyandiga, responsable Environnement du PNUD : « Notre défi pour cette réunion est d'explorer des moyens durables de mobiliser des financements et d'améliorer l'innovation pour s'assurer que les projets d'économie circulaire sont bancables, inclusifs et climatiquement intelligents. » Il a ajouté que l'Assemblée générale 2025, placée sous le signe de l'alignement continental, « est un appel à unir nos efforts, à améliorer notre impact, à accélérer la transition de l'Afrique vers un avenir durable, inclusif et prospère. »

Davinah Uwella, Coordinatrice de programme à la Banque Africaine de Développement, a également insisté sur ce point : « En tant que partenaire de développement sur le continent, nous avons soixante ans d'expérience dans les activités de développement. Ce qui nous semble manquer, c'est la manière de lier efficacement la finance à l'innovation afin de garantir un développement inclusif. »

L'Analyste politique Sophia Moggs insiste quant à elle sur le fait que : « Nous avons vu beaucoup d'efforts dans l'économie circulaire, d'un point de vue de la gestion des déchets et des ressources, et c'est l'un des points d'entrée les plus faciles. Mais l'économie circulaire va bien

au-delà. Nous avons donc besoin de politiques qui définissent des standards pour les produits conçus afin qu'ils soient plus durables. »

L'économie circulaire bouleverse aussi nos habitudes de consommation. Les marchés d'occasion, profondément ancrés dans la culture africaine (smartphones reconditionnés, pièces détachées automobiles, vêtements de seconde main) s'inscrivent naturellement dans cette logique. L'enjeu est de formaliser et structurer ces pratiques pour en multiplier les bénéfices estimés à 546 milliards de dollars de valeur économique potentielle et 11 millions d'emplois d'ici 2030 selon la BAD.



Bosco Kwizera (Rwanda); Urubyiruko rwa Afurika rurasaba koroherezwa kubona ibirango by'ubuziranenge; Rwanda TV, October 20, 2025.

Tag : -.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=Ya3bTHnAoBc>



Stella Mbuh (Cameroun) ; 6PM TV News, Equinox TV, october 20, 2025.

Tag : -.

To watch the report : <https://www.youtube.com/live/Dgb99J-evHI>

Start at 4'45 min.





Aïssatou Fofana (Côte d'Ivoire) ; Les 5 Big Bets : cinq paris pour transformer l'économie africaine ; L'Ecogiste, 20 octobre 2025.

Tag : ACEA.

Pour accéder à l'article : <https://www.lecogiste.com/solutions/les-5-big-bets-cinq-paris-pour-transformer-leconomie-africaine/>



ph : Association Africa 21, www.africa21.org

Pour accélérer la transition vers une économie durable, l'Alliance africaine pour l'économie circulaire (ACEA) a identifié cinq « Big Bets ». Ce sont cinq domaines à fort impact capables de concilier création d'emplois, innovation et protection de l'environnement. Chacun de ces domaines traduit la vision d'une Afrique qui croît sans gaspiller.

Les systèmes alimentaires

L'Afrique perd chaque année des millions de tonnes de denrées après récolte. L'ACEA propose de réduire les pertes et valoriser les déchets agricoles en compost, biogaz ou intrants organiques. Ces innovations circulaires permettent de régénérer les sols, d'améliorer la sécurité alimentaire et de créer des revenus ruraux durables.

Emballage et plastique

L'Afrique génère environ 150 millions de tonnes de déchets plastiques par an. 13 % des déchets municipaux en Afrique sont du plastique et finissent à la décharge.

La plupart ne sont pas gérés de manière circulaire. Pourtant, l'industrie du plastique recyclé pourrait générer des milliards de dollars en valeur ajoutée et créer des centaines de milliers d'emplois.

L'ACEA a déjà démontré son leadership en ce domaine en développant, en partenariat avec l'Organisation africaine de normalisation (ARSO), une norme continentale pour le PET recyclé (rPET). En Côte d'Ivoire, par exemple, plusieurs initiatives de collecte et de recyclage du plastique ont émergé ces dernières années, générant des revenus pour les collecteurs informels et créant des emplois formels dans les unités de transformation.

Mode et textile

L'industrie textile africaine emploie plusieurs millions de personnes et génère des dizaines de milliards de dollars en revenus. Pourtant, c'est aussi l'un des secteurs les plus polluants; 73 % des matériaux entrant dans le système du vêtement sont perdus après usage.

Utiliser des fibres durables et renouvelables, concevoir des vêtements pour la durabilité et la réparabilité, développer des systèmes de collecte et de recyclage des textiles usagés, créer des marques africaines circulaires compétitives à l'échelle mondiale; un énorme potentiel qui pourrait faire de l'Afrique un hub mondial de la mode circulaire.

Électronique et déchets électroniques

La production mondiale de déchets d'équipements électriques et électroniques augmente de 3 à 4% par an et a dépassé 57 millions de tonnes en 2021.

Ces déchets contiennent des métaux précieux or, argent, cuivre mais aussi des substances toxiques. Une économie circulaire pour l'électronique revient à :

- Concevoir des appareils durables et réparables
- Développer des infrastructures de collecte et de démontage sûr
- Récupérer les métaux et matériaux précieux
- Créer des emplois dans la réparation et le recyclage

Le Nigeria, par exemple, est devenu un centre régional de collecte et de démontage de déchets électroniques, attirant des investisseurs et créant des emplois.

Urbanisation

L'Afrique connaît une croissance urbaine explosive. D'ici 2050, plus de 60 % de la population africaine vivra dans les villes. Cette urbanisation crée une demande massive de matériaux de construction. Les villes africaines croissent de 4 % par an, plus vite que la moyenne mondiale.

Une construction circulaire implique l'utilisation des matériaux durables et locaux, la conception des bâtiments pour la durabilité et la déconstruction, la valorisation des débris de construction plutôt que l'enfouissement de ceux-ci. C'est également la création d'emplois dans la conception, la construction et la déconstruction.

Le Kenya a lancé plusieurs initiatives de construction circulaire, notamment des projets utilisant des matériaux recyclés et des techniques de construction durable.

En Côte d'Ivoire et au Nigeria, des projets de transformation des déchets agricoles en biogaz et en biofertilisants circulaires ont montré des résultats prometteurs, générant des revenus supplémentaires pour les petits agriculteurs.

Loin d'être de simples domaines isolés, ces cinq priorités sont des axes stratégiques qui se renforcent mutuellement. En combinant innovation, inclusion sociale et respect de l'environnement, ils pourraient générer des millions d'emplois verts tout en renforçant l'autonomie industrielle du continent.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Svalbard : L'Afrique en première ligne de la sauvegarde du patrimoine agricole ; Environnementales, 22 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/10/22/svalbard-lafrigue-en-premiere-ligne-de-la-sauvegarde-du-patrimoine-agricole/>



Vingt banques de gènes du monde entier, dont plusieurs africaines, ont déposé plus de 21 600 échantillons de semences dans la Réserve mondiale du Svalbard, en Norvège. Parmi elles, le Centre mondial des légumes en Tanzanie, l'INRA du Maroc et l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) en Éthiopie. Ces dépôts visent à protéger la biodiversité végétale et à renforcer la sécurité alimentaire face au changement climatique et aux crises mondiales.

L'Afrique s'impose comme un acteur majeur dans la préservation de la diversité végétale mondiale. Le Centre mondial des légumes (WorldVeg), basé en Tanzanie, a effectué le plus

grand dépôt africain de l'histoire du Svalbard, avec plus de 3 000 échantillons de semences issus de 109 espèces cultivées dans 30 pays africains. Parmi elles : l'amarante, la mauve de jute, le gombo, l'aubergine africaine et le voandzou, des cultures riches en nutriments et capables de résister aux conditions climatiques extrêmes.

Ces variétés sont aujourd'hui considérées comme des « cultures du futur », essentielles pour lutter contre la malnutrition et renforcer la résilience des systèmes agricoles locaux. Grâce au projet BOLD (Building Opportunities for Lesser-known Diversity in Edible Resources) financé par la Norvège, certaines de ces semences sont déjà testées par des agriculteurs africains dans le cadre de programmes participatifs.

Le Maroc et l'Éthiopie renforcent leur présence dans le coffre-fort du climat

Le Maroc, à travers son Institut national de la recherche agronomique (INRA), a déposé plus de 860 échantillons de 42 espèces, dont des variétés locales de céréales, légumineuses, légumes, lavande et cumin. Ces semences rares, souvent sans duplicité ailleurs, représentent un patrimoine génétique inestimable.

De son côté, l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), basé en Éthiopie, a ajouté des semences d'arbres, d'arbustes, de légumineuses et de fourrages africains, dont *Tripsacum dactyloides*, un parent sauvage du maïs jamais encore conservé au Svalbard. Ces dépôts africains contribuent à sécuriser l'avenir agricole du continent et à préserver ses ressources face aux aléas climatiques.

Outre les contributions africaines, la Réserve de Svalbard a accueilli des dépôts majeurs de l'Institut philippin de recherche sur le riz (PhilRice) avec 4 000 échantillons, de l'Équateur avec 890 spécimens de haricots et d'amarante, et de l'Australie avec 3 000 échantillons de plantes fourragères. Ce 68e dépôt mondial porte à 1 378 238 le nombre total d'échantillons conservés dans ce coffre-fort climatique unique situé sous le pergélisol arctique.

Le Svalbard, ultime rempart contre la famine et l'érosion génétique

Installée à Longyearbyen, dans l'Arctique norvégien, la Réserve mondiale de semences du Svalbard est un projet conjoint du gouvernement norvégien, du Crop Trust et du NordGen. Véritable « assurance-vie agricole de la planète », elle protège les semences contre les catastrophes naturelles, les guerres ou les crises économiques.

Chaque dépôt y symbolise une promesse : celle de préserver la diversité biologique pour nourrir durablement les générations futures. Mais selon le Crop Trust, des investissements urgents sont nécessaires pour aider d'autres banques de gènes, notamment africaines, à sauvegarder leurs collections encore menacées.

Tableau récapitulatif des dépôts africains au Svalbard (octobre 2025)

Pays / Institution	Variétés principales déposées	Quantité d'échantillons	Objectif principal
Tanzanie (WorldVeg)	Amarante, gombo, aubergine africaine, voandzou	3 000	Sauvegarde des légumes africains traditionnels
Maroc (INRA)	Céréales, légumineuses, lavande, cumin	860	Préservation des variétés locales et sauvages
Éthiopie (ILRI)	Arbres, fourrages, légumineuses, <i>Tripsacum dactyloides</i>	500	Conservation de plantes d'élevage et espèces parentes du maïs

JOURNAL SANTE ENVIRONNEMENT

Venance Ayébo Tossoukpe (Bénin) ; Innovation en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire : Parakou accueille la 3ème édition du Climathon au Bénin ; Journal Santé Environnement, 23 octobre 2025.

Tag : FAO, GIZ, Green Climate Fund.

To access the article : <https://journalsantenvironment.com/innovation-en-faveur-de-lagriculture-et-de-la-securite-alimentaire-parakou-accueille-la-3eme-edition-du-climathon-au-benin/>

Climathon

Parakou

Thème et Sous-thèmes

Thème:

Agriculture résiliente au changement climatique et sécurité alimentaire

Sous thèmes :

- Agriculture climato intelligent (smart), digitale sensible au climat
- Adoption de pratiques résilientes de prévention et de santé des sols agricoles.
- Renforcement de la chaîne de valeur autour des semences résilientes



Le changement climatique pose de nombreux défis à la productivité agricole et à la sécurité alimentaire. Alors que 70 pour cent des populations défavorisées du monde vivent dans les zones rurales et dépendent de l'agriculture comme principale source de revenus, leur subsistance est sérieusement menacée par la croissance des besoins alimentaires, la dégradation des ressources naturelles et les conséquences importantes du changement climatique, selon Marcela Villarreal, Directrice Division des partenariats, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités de la FAO. Le Bénin n'échappe pas au changement climatique et à ses effets socio-environnementaux.

Les scientifiques béninois, à l'image de Jean Bosco Vodounou et de Yvette Onibon Doubogon, s'accordent à reconnaître que le changement climatique global se traduit localement par plusieurs évolutions qui modifient les conditions de production, précisément dans les quatre départements du Nord-Bénin. A les en croire, la production agricole n'arrive toujours pas à

assurer la sécurité alimentaire qui est également mise à mal par les conditions particulièrement difficiles du climat.

Face à ces défis, des start-ups émergent avec des idées innovantes. Mais pour que ces jeunes pousses puissent véritablement pousser des ailes, il leur faut un cadre pour se révéler et valoriser leurs talents. Et le Climathon se propose. Mis en œuvre par Impact Hub Cotonou et AIESEC in Bénin en collaboration avec GIZ, Climate KIC et Tecnologico de Monterrey, le Climathon se veut être un espace où des jeunes à fort potentiel, bénéficiant d'une expérience transformatrice, d'un soutien et d'un état d'esprit pour mettre en œuvre des solutions et des changements à fort impact.

Après celui de Porto-Novo en 2024 et de Cotonou en avril 2025, l'université de Parakou s'apprête à accueillir les 24 et 25 octobre 2025, la 3ème édition du Climathon au Bénin. « Agriculture résiliente au changement climatique et sécurité alimentaire », c'est le thème central de cette nouvelle édition, qui mettra en lumière les défis alimentaires et nutritionnels posés par le changement climatique dans le domaine agricole au Bénin. L'objectif, selon les organisateurs, est de renforcer la résilience des exploitations agricoles, d'améliorer la chaîne de valeur, de favoriser l'adoption de pratiques climato-intelligentes mais surtout de proposer des solutions innovantes permettant aux jeunes agriculteurs de prospérer malgré le changement climatique.

Soutenu financièrement par Green Climate Fund et German cooperatives, le Climathon s'inscrit dans le cadre de l'initiative régionale CATAL1.5°T, et vise à encourager les investissements en capital-risque dans les start-ups et les jeunes entreprises ayant le plus grand impact sur l'atténuation du changement climatique et le plus grand potentiel de croissance. « Nos attentes sont essentiellement de trouver un parrainage pour le Climathon et de soutenir cette initiative à travers un appui financier, technique, matériel et relationnel pour répondre aux besoins relatifs à l'organisation du forum », ont laissé entendre les organisateurs. Rappelons que le Climathon, c'est pour huit (08) pays à savoir: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, la Guinée, le Niger, le Sénégal, le Togo et la Mauritanie.

A travers cette initiative, Impact Hub Cotonou et ses partenaires offrent ainsi l'opportunité aux jeunes et femmes du Bénin et du septentrion en particulier, d'exprimer leurs talents et de bénéficier de l'appui nécessaire à la concrétisation de leurs ambitions pour le bien de la communauté.



Esther Omopariola (Nigeria); Sustained Organic Backyard Farming In Ibadan +| Circular Economy Revolution + More Green Angle; TVC News, October 24, 2025.

Tag : ACEA, AfDB, UNEP, UNDP.

To watch the report : https://www.youtube.com/watch?v=YvUMj_JtfFU



Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Catastrophes naturelles: Un défi pour les assurances ; Horizons, 25 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=375250>



Les catastrophes naturelles représentent un défi pour les assurances, relèvent samedi à Alger les participants à une rencontre-débat sur ce type de sinistre.

8 milliards DA est le montant engagé par le secteur des assurances pour couvrir les pertes engendrées par les catastrophes naturelles durant le premier semestre de l'année en cours, selon le président de l'Union nationale des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia. Intervenu, samedi, lors d'une rencontre débat organisée au siège de la SAA sous le thème «Gestion des catastrophes et des inondations: le problème et la solution, une perspective prospective», Benmicia met l'accent sur l'impact de ces catastrophes sur l'économie nationale et mondiale.

Inondations: Plus de 147 milliards DA de pertes en 4 ans

En se référant à un classement mondial, réalisé par une compagnie de réassurance internationale de renom, le PDG de la SAA fait savoir que parmi les risques émergents, les catastrophes naturelles se placent au premier rang en termes de pertes économiques. En 2025, ces derniers occupent la troisième place après les risques cybernétiques et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. «La gestion des catastrophes naturelles demeure aujourd’hui un grand défi à relever non pas seulement pour l’Algérie, mais pour tous les pays du monde qui deviennent de plus en plus vulnérables aux impacts des changements climatiques», prévient-il.

Et de signaler que l’impact des catastrophes naturelles sur l’économie interpelle les décideurs du monde à revoir leur modèle de gestion en tenant compte des différents facteurs et mutations sur les plans géopolitique, économique et écologique. Au niveau mondial, les pertes économiques causées par les catastrophes naturelles ont été estimées, selon lui, au 1^e semestre de l’année en cours, à plus de 135 milliards de dollars, tandis que les pertes assurantielles ont été de l’ordre de 80 milliards de dollars. Évoquant l’Algérie, Benmicia cite les pertes liées aux inondations, évaluées à plus de 147 milliards DA entre la période de 2020 et 2024 avec une moyenne annuelle de 30 milliards DA.

Rôle du secteur des assurances en matière d’évaluation des risques

Dans ce sillage, le PDG n’a pas manqué de mettre en relief le rôle du secteur des assurances en matière d’évaluation des risques, de la prévention et des conseils pour réduire autant soit peu les dégâts. De ce fait, il explique que le recours à la couverture catastrophe naturelle (CAT-NAT) reste conditionné à la déclaration de l’état de catastrophe naturelle décidée par un arrêté conjoint entre le ministère des Finances, le ministère de l’Intérieur et des collectivités locales. Et de rappeler que le législateur a mis en place une assurance obligatoire et une autre facultative, mais complémentaire.

«En rendant obligatoire l’assurance contre les catastrophes naturelles, le législateur algérien a voulu encourager les assurés à participer à la couverture d’au moins une partie du coût des dommages et d’étendre la couverture au plus grand nombre possible de citoyens titulaires d’une police d’assurance», indique-t-il, précisant que les catastrophes naturelles qui entrent dans le cadre de l’assurance obligatoire, exclusivement, sont les tremblements de terre, les tempêtes et vents violents, les inondations et les glissements de terrain.

Le rôle indéniable de la société civile

Le président de l’Association algérienne industrie de demain (AAID), Bachir Messaïfa, a mis l’accent sur le rôle de la société civile et son implication, en premier lieu, dans la prévention et, ensuite, dans la gestion des catastrophes naturelles dont les conséquences sont souvent lourdes à supporter économiquement. Dans la même veine, il a souligné l’impératif d’adopter une approche prospective insistant sur l’importance de l’élaboration des bulletins de veille

pour assurer en permanence la sur-veillance et l'analyse des informations pertinentes sur ces phénomènes qui sont de plus en plus récurrents.

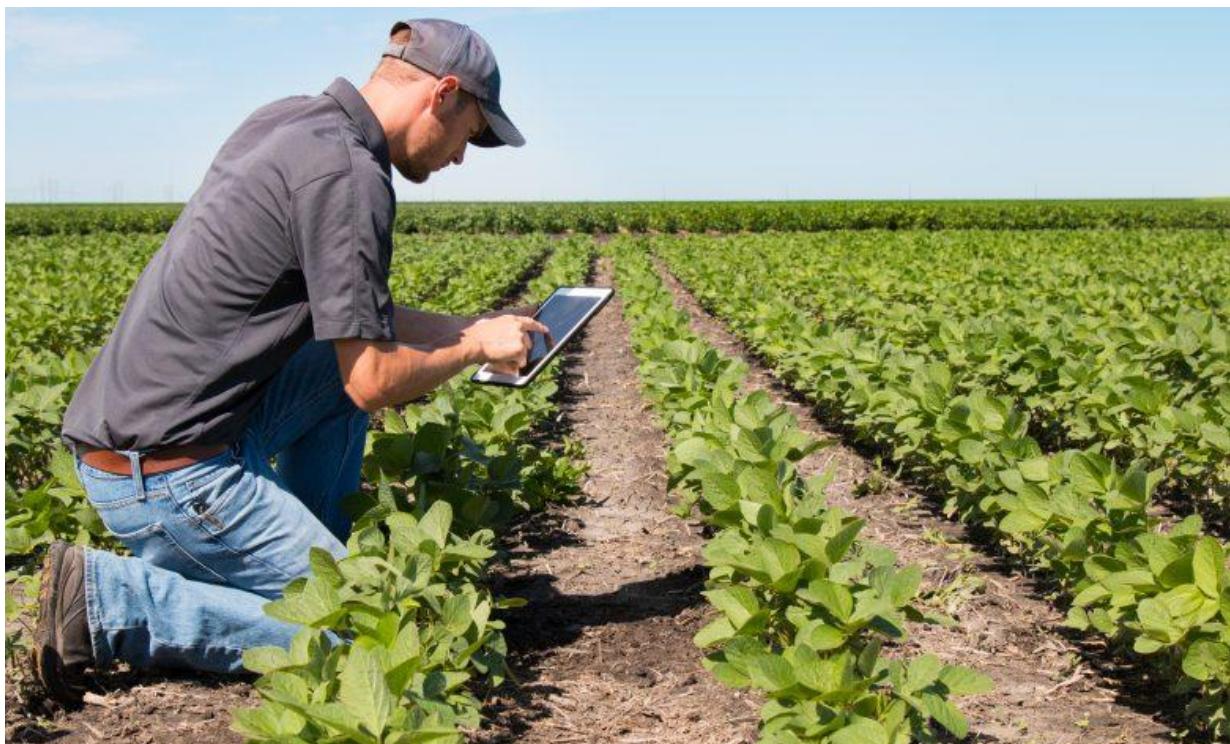
L'objectif, dit-il, est «de se préparer au mieux pour prendre des décisions éclairées et d'anticiper les évolutions pour minimiser au maximum les pertes». Pour sa part, le représentant de l'association algérienne de secours humanitaire, Boumediène Gueraoua, a prôné le renforcement des moyens de prévention et d'asseoir une culture de secourisme au niveau des établissements scolaires tout en insistant lui aussi sur la veille stratégique. Pour repenser la gestion des risques de catastrophe, le Pr Djillali Benouar de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), recommande la conception de politiques publiques efficaces et la sensibilisation de la société.



Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Numérisation: Un levier essentiel pour une meilleure anticipation ; Horizons, 27 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=376538>



La numérisation du système d'information est un levier essentiel pour une meilleure anticipation dans le secteur agricole.

L'amélioration des systèmes d'information et la transformation numérique a été un des thèmes sur lesquels se sont attelés les experts et cadres du secteur lors de la première journée nationale dédiée à la modernisation du secteur agricole. Il en ressort des débats l'impératif d'accélérer le processus de numérisation constituant un des principaux leviers pour une agriculture moderne et durable.

Un système unifié de collecte de données

Les échanges d'experts se sont orientés essentiellement vers la mise en place d'un système unifié de collecte de données depuis l'exploitation jusqu'au niveau central dans l'optique de garantir la fiabilité et l'actualisation des statistiques agricoles. Pour ce faire la numérisation s'impose à plus d'un titre d'autant qu'elle permettra d'organiser l'interopérabilité entre les

systèmes d'information des différents offices et établissements et de développer des modèles d'estimation des rendements des céréales et autres cultures basés sur l'imagerie satellitaire et les données météo pour mieux gérer la sécurité alimentaire et le stock national.

«La numérisation est un instrument qui permet d'améliorer la qualité des statistiques et nous permettra d'avoir une information instantanée sur la situation de l'agriculture», souligne Yacine Belarbi directeur de recherche au CREAD, spécialisé en statistiques et système d'information. Il a souligné que «l'introduction des nouvelles technologies constitue le cœur de la modernisation du secteur agricole». Cette transition, ajoute-t-il, repose sur la numérisation intégrale du système statistique agricole, depuis la collecte jusqu'à la diffusion des données, en passant par leur traitement intelligent.

Le data mining et l'IA pour croiser les données

Il va sans dire que l'introduction des technologies satellitaires, des capteurs connectés, des outils numériques comme les téléphones, ordinateurs ou encore des drones, permettront «de collecter des informations précises et en temps réel sur les cultures, les rendements ou encore le bétail. Ces données, une fois croisées à l'aide du data mining et de l'intelligence artificielle, offriront des estimations fiables pour une meilleure anticipation des rendements et une réactivité face aux changements climatiques», déclare-t-il tout en soulignant que cette démarche nécessite la mise en place d'un système intégré et interopérable, favorisant le partage des données entre les institutions concernées.

L'expert estime que la numérisation du secteur agricole s'avère aujourd'hui une «nécessité stratégique» d'autant qu'elle «permettra non seulement d'optimiser les rendements, mais aussi d'anticiper les prix sur le marché et d'appuyer les décisions publiques en matière de sécurité alimentaire et de régulation économique».

Pour sa part, Salim Etsouri, enseignant à l'École nationale supérieure agronomique (ENSA) d'El Harrach et directeur des études, a fait observer que beaucoup reste à faire en matière de numérisation. «Tout reste à faire. L'Algérie se trouve encore dans un terrain vierge en matière de digitalisation agricole», indique-t-il.

Recenser et homogénéiser les données

Désigné parmi les membres du conseil national de la sécurité alimentaire installé à cette occasion, Etsouri estime que «la priorité est de recenser et homogénéiser les données à l'échelle nationale, afin de bâtir une base solide pour la prise de décision et l'élaboration de stratégies agricoles efficaces. Le secret, c'est la donnée. Si on a l'information, on peut décider. La numérisation est un levier d'efficacité».

Pour faire adhérer les agriculteurs à ce processus, il a mis l'accent sur l'importance d'adopter une démarche «progressive et participative, fondée sur la sensibilisation, la formation et la valorisation de l'apport du numérique par des exemples concrets». Il a, ainsi, proposé

notamment d'offrir aux agriculteurs des outils d'aide à la décision citant à titre d'exemple la détection précoce des stress hydriques ou des maladies.

MONITOR

Christopher Bendana (Uganda) ; Uganda's path to \$500 billion economy lies in climate investments, study says ; October 27, 2025.

Tag : AfDB, Asian development bank, Green climate fund, Global environment facility, Inter american development bank, Paris agreement, World Bank.

To access the article : <https://www.monitor.co.ug/uganda/special-reports/uganda-s-path-to-500-billion-economy-lies-in-climate-investments-study-says-5245212>

The Country Climate and Development Report (CCDR) projects two economic futures; one with climate action and the other with 2023 as the base year. They are both premised on the assumption that oil and gas revenues will flow in the near future.

First, it considered the Business as Usual Scenario, where the country functions as if the situation is normal, with no climate action. Here, the country's GDP remains at an average level of 6.5 percent.

The other situation is Aspirational projection (ASP), which aligns with the country's Vision 40, with a target of growing the economy tenfold from the current US\$50 to US\$500 billion in 2040. It is premised on greater industrialization, service expansion, and private sector-led development.

GDP figures average 8.5 percent by 2040 through 2050. Amos Lugoloobi, the State Minister for Finance and Planning, who launched the CCDR report, said, "Climate action is not a cost. Investment in resilience and low carbon enhances competition."

Investments would include irrigation, agroforestry, e-mobility, carbon markets, solar-powered technologies, and green materials. The CCDR study collaborates with previous studies in other countries that also allude to the benefits of climate action, especially adaptation.

For instance, a study, Strengthening the investment case climate adaptation: A triple dividend approach by the World Resources Report on Adaptation, released in June, found returns of US \$10.5 for each dollar investment in adaptation over ten years.

The study included 320 projects in 12 countries spread across the Global South, from Kenya, Ethiopia, and Senegal in Africa to Vietnam, China in Asia, and Columbia and Brazil in South America, and looked at water, agriculture, infrastructure, and health investment.

The evaluated projects were supported by Multilateral Development Banks (MDBs) and other international financial institutions.

The MDBs included the African Development Bank, Asian Development Bank, the Adaptation Fund, the Global Environment Facility, the Green Climate Fund, the Inter-American Development Bank, and the World Bank.

The investments were compiled into the Adaptation Triple Dividend of Resilience, which details their objectives, components, costs, benefits, net present value, and economic rates of return, using the standard cost-benefit analysis. The study noted three benefits.

Adaptation investment helped avoid losses and led to economic, social, and environmental benefits. Half of the evaluated projects also yielded mitigation benefits.

Adaptation helped farmers avoid a yield reduction of 18 percent and a reduction in greenhouse gas emissions of 64 percent.

Adaptation and mitigation plans, also referred to as National Determined Contributions (NDCs) actions, are key in achieving the Paris Accord, where countries set targets of limiting emissions to only two degrees above pre-industrial levels.

The activities center around limiting and stopping the extraction of fossil fuels, which are responsible for much of the carbon dioxide in the atmosphere.

This has divided the globe into tri-polar spheres, namely, the European Union, Japan and the United States - until the Trump administration, which has adopted the transition to renewables, with phased fossil fuels stoppage, and the Arab world and some African countries that view fossil fuels as their main capital resources.

The latter are in favor of extraction, with guardrails, to fund critically needed infrastructure like hydropower dams and roads.

Uganda is currently exploring oil in the Albertine region, arguing that the money earned from oil will be used in the energy transition process. And lastly, there is China, a key player in renewables especially EV vehicles, but still a coal country and heavy consumer of oil fuels.

Experts weigh in

Maria Nantongo, the director of the Climate Finance and Sustainability Centre at Makerere University Business School (MUBS), explains that climate action is indeed a cost, but an investment as well.

“You can get benefits from it. You are not throwing money in the ditch. I welcome the government’s enthusiasm for developing all these studies, policies, and strategies. The Climate Change Unit also launched the National Taxonomy, a National Finance Vehicle, and a National Finance Strategy. They are to bring the private sector into the climate change financing sector. It shows political will at a high level to tackle the challenge of climate change,” she adds.

Several climate activists agree with Nantongo about new business opportunities and businesses, saying the country would benefit from its ecosystems, especially wetlands and lakes.

However, John Kaganga, an agroforestry farmer in Kasejjere, Bbambula Parish, Mityana District, says he plans to earn from carbon markets, but wants more information about them.

“What is a ton of carbon? The government should take the lead in educating us about carbon markets as different players come with different business models. Some are only interested in coffee trees, while others are interested in all trees. They ask us to sign agreements without explaining to us the advantages and disadvantages of being partners with them. I want to participate in the carbon markets, but I am afraid that some of us may end up in jail,” he told **Monitor**.

Baker Ainebyona, a planter with forest plantations spread across Mubende, Buikwe, and Rukiga districts, says investing in agroforestry is good business.

“Forest plantations have been praised as a climate change mitigation measure as sustainable plantation harvesting limits pressure on the indigenous rainforests, which have absorbed carbon over centuries. The plantations aimed to enable Ugandans to make furniture that was previously imported, providing jobs to the youth. However, limited craftsmanship has slowed the plan,” he says.

Some organisations that have adopted climate change actions are already seeing benefits, for instance, Mpanga Power in Kintagwenda District, which generates and supplies power.

"Nature-based interventions with the Ministry of Water and Environment, like riverbank conservation, regenerating vegetation, and providing alternative water sources for the community, have decreased siltation of river banks, and increased the water retention rate in the catchment areas, leading to more power generation. Alternative water sources mean that cows can get water away from the river," says Bob Tumusiime, the environment, health, and safety coordinator.



Bob Tumusiime, environment coordinator, Mpanga Power, during the interview. PHOTO/CHRISTOPHER BENDANA

The Roofings Group, a steel and plastic manufacturing company, which was awarded the Green Manufacturing Award 2025, has incorporated climate actions in manufacturing.

Edwin Abaasa, the brand manager, says their principle is the incorporation of the 4Rs - Recycle, Re-use, Recover, and Reduce - in their manufacturing lines using the latest technology that minimises waste.

The factory also manages a nursery bed with improved and indigenous species which they donate to customers and communities.

"The gases emitted are processed into oxygen and donated to government hospitals. We do not have any waste that goes into the air. The waste water is treated into safe water for use in the factory, while other waste like acids are re-generated," Abaasa says.

With climate change affecting all sectors of the economy, climate action is no longer an option; it is part of the solution. And solutions provide opportunities for innovation and business.

Ugandans who have adopted the use of irrigation or transitioned from charcoal use to clean energy can attest that climate actions are a benefit.

Key areas the CCDR focuses on

The CCDR recommends the adoption of four multi-sectoral interventions throughout the economy with active participation from the private sector. This would lead to increased job opportunities.

- The first package is to boost resilience through jobs for youth and services for the poor as they are mostly affected by climate change. And indeed, many have migrated to Kampala for jobs, while others have gone to the Middle East to work as domestic workers.

It suggests skilling, a work-based skilling program, and the scaling of social protection programs, with a digital payment system, especially for the northern region.

It calls for the operationalization of the country's Climate Change Health Adaptation plan to improve the response of climate health risks.

It also calls for universal access to clean water, sanitation, and hygiene to reduce water-borne diseases.

- The second package is the promotion of a resilient and productive agriculture and natural resources sector with lower GHG emissions. It encourages and incentivises the private sector in agribusiness and the nature-based economy, the adoption of climate smart agriculture and sustainable exploitation of wetlands and forests. It also calls for a master irrigation and recommends the improvement of soil quality services.

It advocates for the adoption of perennial crops like bananas and planting of drought-resilient seeds developed by the National Agricultural Research Organisation (NARO), and the codification of charcoal market structures, streamlining biomass energy into a single agency, and advocates for measures to increase clean energy use technologies.

- The third package is to develop climate-responsive energy, transport, and digital infrastructure. It recommends the development and institutionalised use of least cost generation and transmission expansion planning.
- The last package is foster planning and climate urbanisation, which seeks to establish collaborative arrangements that create non-motorised lanes, promote electrification of minivans and boda boda, and promote research to inform green housing principles.



Mr Tumusiime says alternative water sources mean that cows can get water away from rivers. PHOTO/ CHRISTOPHER BENDANA

Other suggested points include the integration of climate resilience in urban plans, and policies and providing incentives to investors to invest in green infrastructure.

Dialogue Earth

Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; Burundi employs plants to curb landslides ; Dialogue Earth, October 28, 2025.

Tag : -.

To access to the article : <https://dialogue.earth/en/food/burundi-employs-plants-to-curb-landslides/>



Burundi's hills have become increasingly difficult to cultivate as their soils are destabilised and eroded by deforestation and climate change impacts (Image: Hemis / Alamy)

Burundi is a hilly, densely populated country in central Africa that is acutely vulnerable to soil erosion. Its steep, long slopes are susceptible to landslides, particularly as vegetation cover is being lost in the quest for firewood and farmland. Climate change is destabilising the soil further by exacerbating both drought and heavy rainfall.

As a result, 1.2% of Burundi's land was acutely degraded between 2017 and 2020 and soil erosion is set to keep worsening, according to a 2023 World Bank study.

Erosion and landslides are particularly harmful to rural areas, where most Burundians live. They damage remote roads that connect to hill communities, known as collines, complicating the transport of food and humanitarian aid. The loss of cropland and livelihoods limits farmers' ability to buy basic foodstuffs.

In response to this situation, Burundi embarked on a five-year project in 2018 to restore degraded landscapes and prevent further erosion. The Landscape Restoration and Resilience Project was financed and overseen by the World Bank and involved many partner organisations, including the UN Food and Agriculture Organisation.

Reinforcing soils through careful planting and ‘biology-oriented engineering’

As part of the project, which impacted 22 collines covering 13,000 hectares, terracing was introduced on sloped farmland, and grasses, shrubs and trees were planted.

The roots of these plants bind the soil together. Plants absorb water and make soils themselves more absorbent, thereby slowing surface run-off after heavy rain.

The project also experimented with building small structures using local materials, again to stabilise slopes and reduce run-off velocity, as well as to direct water flow. This approach is known as “soil and water biology-oriented engineering”, or bioengineering. One intervention was the building of a “crib wall” to rehabilitate a small landslide in Isare commune, some 20 kilometres from the capital Bujumbura.

This involved excavating the fallen earth and then reinforcing the bank with a lattice structure built from eucalyptus trees that had died naturally, rather than being cut down. This structure was filled with soil, small stones and live plant cuttings. As the live plants took root, they could then take over the stabilising role of the timber.



A timber crib wall built to restore land damaged by a landslide in Isare commune (Image: Preti et al, 2025, CC BY)

A 2025 assessment by academics involved in the experiment found a relatively good survival rate for the plants. On the downside, they found that too much bana grass had been planted, shading out other plants and reducing species diversity.

They calculated the crib wall to be very cost-effective compared to a concrete retaining wall. And they concluded similar interventions could be used in other parts of Burundi and central Africa by farmers at risk of erosion and landslides.

The lead author of the study was Giulio Castelli, an environmental engineer from the University of Florence. He tells Dialogue Earth they aimed to work with nature, rather than against it: “We use plant species that are capable of fixing the soil and retaining water. It is an inexpensive solution, suited to the means of local communities.”

Ezéchiel Nyambikiye, an agricultural instructor from Burundi’s west-central colline of Munanira who was involved in the wider Landscape Restoration and Resilience Project, says it came “at just the right time”.

Before the project, the farmers’ agriculture practices were rudimentary. Now, he says, they “use selected seeds, follow the crop calendar and spacing guidelines, and apply disease control methods using bio-pesticides”.

Tangible results

The crib wall experiment offers a good example of collaboration in action. There was involvement from the public, universities and research centres, as well as technicians from the Burundi Road Agency (ARB) who excavated the landslide with their equipment free of charge.

The work of the wider project took place in 22 collines in the west and north-east of the country. Thanks to additional funding from the Global Environment Facility, the project was extended for a year and the intervention area expanded to nine other collines in and near Matongo, north-central Burundi.

Families say their lives have been improved partly thanks to the distribution of certified “biofortified” seeds, which are bred to have greater nutritional value. “The living conditions of the local people have improved significantly,” says Alice Nsabiyumva, a farmer from Matongo.

Trees, fodder crops and shrubs have been strategically planted on the slopes, creating a veritable bulwark of life. Nsabiyumva says the hills are regaining their greenery and, with it, her hopes for prosperity.

“More than just a reforestation project, it is an integrated solution: the vegetation feeds livestock, protects the soil from degradation and generates valuable manure that fertilises the land,” Nsabiyumva tells Dialogue Earth. “The inhabitants now have enough to eat and even have a surplus to sell at the market.”



A Burundian farmer preparing her field for planting (Image: Ferdinand Mbonihankuye)

For Evelyne Manirakiza, a farmer from the north-central colline of Rutegama, the initiative's impact on health is just as significant. "Before, my children and I often fell ill. Today, we are in good health because we eat properly and healthily, thanks in particular to biofortified beans."

Nyambikiye confirms this improvement, highlighting the work done to promote new varieties of beans that are rich in essential minerals such as iron, zinc and vitamin A.

Solar and water bioengineering is no silver bullet

Crib walls are part of a global trend to experiment with soil and water bioengineering methods. Experiments and trainings have been carried out in Latin America as well as in Nepal, Canada and New Zealand, states Castelli's study.

According to him, Burundi could become a laboratory for solutions tailored to smallholders in other contexts. "The country is very representative of the challenges faced by many rural areas in Africa. If it works here, it can inspire other communities," he explains.

However, Castelli says, the transferability of the techniques to other regions is not guaranteed. He points out that it is yet to be studied in many African countries, particularly those nations with environments most vulnerable to the impacts of climate change. Rapid population growth, intensive farming practices and climate change remain major challenges. But for rural families, even modest improvements can be the difference between hunger and food security.

Salvator Kaboneka is an agronomist at the University of Burundi. He too advocates approaches based on natural revegetation. “I favour solutions that protect while producing, [creating] both economic and ecological added value,” he tells Dialogue Earth.

Kaboneka points out that the effectiveness of such solutions has long been demonstrated by research, particularly in contexts similar to Burundi’s. His advocacy is part of a broader debate on the sustainability of agricultural practices in a country affected by soil erosion and deforestation.

“When a resource becomes scarce, science must propose alternatives that preserve, rather than aggravate, fragile balances,” Kaboneka notes.

Burundi’s experience with revegetation, as well as soil and water bioengineering, illustrates the opportunities and challenges facing developing countries in their quest to protect land sustainably. Successfully implementing solutions requires a concerted approach involving researchers, authorities and local communities.



Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Accélération de la numérisation et intégration de l'innovation dans l'agriculture ; Horizon, 28 octobre 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=377255>



Les participants prônent l'accélération de la numérisation et l'intégration de l'innovation lors de la clôture de la Conférence sur la modernisation de l'agriculture.

Après 2 jours de débats et d'échanges riches et constructifs entre experts, académiciens et acteurs du secteur agricole, les travaux de la Conférence nationale sur la modernisation du secteur agricole prennent fin ce mardi au Centre international des conférences (CIC). Plusieurs recommandations ont découlé des 8 ateliers thématiques organisés lors de cette Conférence sur la modernisation de l'agriculture, dont la plupart prônent l'accélération de la numérisation du Secteur et l'intégration de l'innovation comme moteur de développement.

Généraliser les systèmes d'irrigation économies

L'objectif est à la fois de renforcer la productivité et d'assurer la durabilité de ce Secteur stratégique. Ces recommandations ouvrent également la voie à une agriculture plus

performante et résiliente face aux risques émergents, notamment ceux liés aux changements climatiques dont l'impact se fait de plus en plus ressentir.

L'atelier consacré à l'intensification et à l'amélioration de la production dans les filières stratégiques, en vue d'accroître la productivité et de garantir une sécurité alimentaire durable, préconise, entre autres, de diffuser des variétés tolérantes à la sécheresse et aux maladies, adaptées aux conditions locales, et de mettre en œuvre un programme national de multiplication des semences de qualité.

Les experts suggèrent de développer des partenariats public-privé pour la production locale de semences et la recherche variétale, notamment avec les organismes internationaux spécialisés. Il s'agit aussi de renforcer les fermes pilotes semencières, maillons centraux pour l'appui technique, la formation des multiplicateurs et la diffusion des innovations agronomiques.

Sur le plan de la gestion durable des ressources hydriques agricoles, afin de faire face aux défis du stress hydrique et de la rareté de l'eau, il est recommandé de généraliser les systèmes d'irrigation économies (goutte-à-goutte, aspersion). Le focus est mis sur l'intégration de la numérisation dans la gestion du Secteur pour faciliter sa gouvernance, via des plateformes numériques regroupant l'ensemble des données sur les ressources hydriques et agricoles, régulièrement mises à jour.

Les agriculteurs doivent, selon les experts, bénéficier d'incitations financières pour encourager l'utilisation des technologies modernes d'irrigation et l'installation de compteurs intelligents. Les experts soulignent la nécessité de renforcer le cadre réglementaire et technique pour garantir une utilisation durable et sécurisée de ces eaux, et d'encourager le recyclage des eaux de drainage après traitement léger pour certains usages agricoles. Ils recommandent également d'accroître le captage des eaux pluviales, notamment à l'est du pays, particulièrement touché par le stress hydrique.

S'agissant de l'intégration des technologies avancées et la promotion de l'agriculture de précision, il est recommandé de développer des équipements adaptés aux réalités locales (sols, climat, types de culture) en intégrant les besoins exprimés par les agriculteurs et les organismes techniques (DSA, OAIC, DCAS), ainsi que les grandes entreprises et investisseurs, notamment dans le Sud. Les experts proposent de réviser la politique de subvention des matériels agricoles pour qu'elle reflète les coûts actuels et les besoins régionaux. Ils suggèrent aussi d'alléger les procédures d'importation des pièces détachées et de lever les contraintes liées à l'âge du matériel importé, actuellement plafonné à sept ans.

Financement, assurance et couverture sociale

Les experts ont souligné la nécessité d'améliorer l'accès au crédit agricole, notamment à travers la mise en place d'un Crédit mutuel rural adapté aux petits et moyens exploitants. Ce dispositif permettrait d'associer financement agricole et assurance. Ils proposent aussi la création d'un guichet unique pour le dépôt et le suivi des dossiers de financement, ainsi que la révision à la

hausse du plafond du crédit bonifié (actuellement limité à 100 millions de DA) pour l'adapter aux coûts d'investissement actuels.

Pour développer l'exportation des produits agricoles, les experts insistent sur l'importance de la certification des produits et des entreprises, et sur la promotion des chaînes de valeur spécialisées. La révision des subventions et la réduction des intermédiaires ont également été mises en avant pour assurer une meilleure régulation du Secteur.

La transformation numérique et la mise en place d'un système d'information agricole intégré sont considérées comme les fondements d'une gouvernance moderne et efficace. L'accent est mis aussi sur la création d'un identifiant national agricole et d'un système de veille et d'alerte précoce. Les rapporteurs des recommandations issues de l'atelier sur la clarification du statut foncier des exploitations mettent en avant la nécessité d'un cadre juridique cohérent. Enfin, l'atelier consacré aux réformes institutionnelles et à la modernisation de la gouvernance du Secteur souligne l'importance d'une gestion plus efficiente, proche du terrain et résolument tournée vers l'avenir.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Contrôle défaillant : comment le poisson illégal d'Afrique est manger en Europe ; Environnementales, 29 octobre 2025.

Tag : UE.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/10/29/controle-defaillant-comment-le-poisson-illegal-dafrique-est-manger-en-europe/>



Un nouveau rapport de la EU IUU Fishing Coalition alerte : malgré les règles strictes, l'UE exporte chaque année des produits de la mer issus de la pêche illégale avec jusqu'à 20 % des captures mondiales, menaçant les océans et les pêcheries d'Afrique.

L'Union européenne est le plus grand importateur mondial de produits de la mer, avec près de 69 % de ses fournitures en provenance de pays tiers. Pourtant, selon la Coalition, ses contrôles à l'importation et l'application du règlement INN (illégal, non déclaré et non réglementé) restent largement insuffisants. Entre 2020 et 2023, seuls 0,29 % des certificats de capture liés à des produits de la mer ont été véritablement vérifiés par les États membres, et à peine 0,01 % ont été refusés.

Cette faiblesse profite directement aux pêcheries africaines. Une étude de l'Environmental Justice Foundation (EJF) montre que certains lots de poisson issus de la pêche illégale ou de pays à haut risque d'exploitation ont facilement franchi les frontières européennes. Du fait des lacunes dans la traçabilité et de l'absence d'inspections rigoureuses, les opérateurs enrichis par l'illégal peuvent vendre leurs captures à prix cassés, affaiblissant les pêcheurs artisans africains qui respectent les normes.

L'effet se ressent sur les communautés côtières : baisse des stocks locaux, concurrence déloyale, perte de revenus et vulnérabilité accrue. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, la pêche artisanale souffre de ces importations illégales, tandis que les États exportateurs voient leurs ressources pillées sans bénéfice pour les pêcheurs locaux.

La Coalition appelle l'UE et ses États membres à renforcer immédiatement les inspections, à utiliser pleinement l'outil numérique CATCH qui deviendra obligatoire en 2026, et à sanctionner lourdement les États qui ne font pas respecter la législation. Sans ces mesures, l'Europe continuera à importer de la « chair » de crimes contre l'environnement et les droits humains, et ce, au détriment des océans et des communautés vulnérables.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Madagascar : Mettre l'environnement et les ressources naturelles au cœur de la refondation nationale ; Mongabay, 31 Oct 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2025/10/madagascar-mettre-l-environnement-et-les-ressources-naturelles-au-coeur-de-la-refondation-nationale/>

ANTANANARIVO, Madagascar — Le 24 octobre dernier, dans une lettre adressée aux nouvelles autorités, plus de 430 organisations écologistes et défenseuses des droits humains reconnaissent que la refondation, à la suite du mouvement de la Gen Z, soutenu par l'ensemble des forces vives du pays, est un moment historique. Un redressement écologique est la condition de sa réussite, selon les signataires de la correspondance. « La destruction de nos forêts et le pillage systématique de nos ressources naturelles sapent les fondations même de notre avenir collectif », ont-ils écrit dans cette missive.

Les défenseurs de la nature ont mis l'accent sur un changement profond du rapport de l'État aux ressources naturelles, terrestres et marines de la nation comme gage de la paix sociale durable, de la stabilité politique et du développement socioéconomique.

Pour étayer leur argumentaire, elles ont rappelé que la Grande île a, depuis l'an 2000, perdu 30 % de sa couverture forestière. Le déséquilibre ainsi créé a affecté le cycle de l'eau avec des conséquences, notamment la rareté de l'or bleu, pourtant indispensable et vital pour l'ensemble de la population.

Pour l'un des pays les plus pauvres de la planète, la crise écologique est aussi au cœur de la pauvreté dans les campagnes. Les communautés, dépendantes du bois pour leurs besoins énergétiques, s'enfoncent dans un cercle vicieux de pauvreté et de dégradation écologique. « Les femmes, souvent premières victimes de ces crises, parcourent des kilomètres pour chercher de l'eau ou du bois, au détriment de leur santé et de l'éducation des enfants », disent les écologistes et les défenseurs des droits humains.

D'après eux, le secteur de l'environnement est le reflet d'autres drames qui frappent Madagascar : communautés livrées à elles-mêmes, corruption systémique, intimidations, pillage organisé des ressources naturelles. Des défenseurs de l'environnement et des journalistes sont régulièrement victimes de menaces, voire de violences, pour avoir dénoncé ces crimes. « La crise écologique à Madagascar se double d'une crise des droits humains, démontrant que justice environnementale et justice sociale sont indissociables l'une de l'autre », disent-ils.



Depuis le 18 octobre 2025, le colonel Michaël Randrianirina (au centre avec un béret vert au premier rang) est devenu le chef de l'État malgache après la chute du président Andry Rajoelina le 12 octobre. Le nouveau gouvernement malgache a été présenté au palais d'État d'Iavoloha, dans la banlieue sud d'Antananarivo, le 28 octobre 2025. Image de PRRM fournie par Rivonala Razafison.

Depuis le 18 octobre 2025, le colonel Michaël Randrianirina (au centre avec un béret vert au premier rang) est devenu le chef de l'État malgache après la chute du président Andry Rajoelina le 12 octobre. Le nouveau gouvernement malgache a été présenté au palais d'État d'Iavoloha, dans la banlieue sud d'Antananarivo, le 28 octobre 2025. Image de PRRM fournie par Rivonala Razafison.

Rompre définitivement avec la culture de l'impunité

Pour ces activistes, il est grand maintenant temps de rompre définitivement avec la culture de l'impunité. « Plusieurs responsables de crimes écologiques continuent à occuper des postes de responsabilité. Ceci est inacceptable. Nous vous appelons à rompre avec cette culture de la complaisance et du silence », disent-ils. En conséquence, ils demandent aux nouvelles autorités de tenir compte de plus d'une dizaine de priorités détaillées ci-après.

Le rétablissement de l'état de droit dans la gouvernance des ressources naturelles, en mettant fin à la corruption, au pillage organisé des ressources et à l'impunité des auteurs de crimes environnementaux, vient en premier. À ce titre, ils demandent le remplacement en prison d'un député condamné pour trafic d'espèces protégées, mais remis en liberté en dépit du verdict de la justice.

Exigeant la fin de la culture de l'impunité, ils demandent également d'ouvrir une enquête sur les actes des personnalités trempées dans des crimes environnementaux, en les nommant publiquement. La lettre adressée aux nouvelles autorités cite alors le nom d'un ancien ministre, dans l'opposition sous le régime du président déchu (2019-2025), ceux d'une ancienne ministre et d'une députée parmi les fervents supporters du président en exil – tous les trois ont été fortement soupçonnés de trafic de bois précieux – et celui du président en exercice de la Haute Cour constitutionnelle pris en flagrant délit de chasse illégale d'oiseaux protégés, des années auparavant.

Les nouvelles autorités de Madagascar sont priées de faire de la protection des forêts et de la reforestation de qualité à grande échelle des priorités nationales, avec des moyens conséquents, en impliquant les acteurs environnementaux et les communautés locales. La réussite de la restauration écologique relève avant tout d'une réelle volonté politique.



Des manifestants dans le quartier d'Ikianja Ambohimangakely, banlieue est d'Antananarivo, barrent la route nationale 2 en brûlant des pneus usés et des arbres coupés à proximité lors des soulèvements populaires ayant entraîné la chute de l'ancien président Andry Rajoelina. Image de Rivonala Razafison.

Préserver les avancées réalisées

Au plan structurel, la société civile est pour le maintien de l'autonomie du ministère de la Pêche et de l'économie bleue. Il formait auparavant un département avec l'Agriculture et l'Élevage.

Il est crucial de préserver les avancées réalisées, de protéger les 5 400 km de côtes malgaches. La bonne santé des mangroves, des lagons et des ressources halieutiques est essentielle et garantir la souveraineté nationale sur les ressources marines et la zone économique exclusive, qui s'étend jusqu'à 320 kilomètres de la côte. La bonne santé des mangroves, des lagons et des ressources halieutiques est essentielle pour les millions de citoyens qui en dépendent.

La société civile souhaite voir des femmes/hommes intègres, compétent-e-s et ouvert-e-s au dialogue à la tête des institutions clés en charge de l'environnement, de la pêche, de l'économie bleue et des mines. Dans l'ensemble, les signataires de la correspondance sont satisfaits de la nomination des ministres mis à la tête des départements visés dans le nouveau gouvernement présenté le 28 octobre. « Nous nous sentons écoutés. L'élévation du rang protocolaire des ministères de l'environnement, de la pêche et des mines a été une décision significative pour nous », a dit à Mongabay, au téléphone, Corrine Rahoeliarisoa, coordinatrice nationale de la Coalition nationale de plaidoyer environnemental, la principale initiatrice de la missive.

Au plan opérationnel, ces ministères ont besoin de moyens à la hauteur de leur mission. Pour l'heure, le ministère de l'Environnement et du développement durable reçoit à peine 0,9 % du budget national, celui de la Pêche et de l'économie bleue 0,6 % et celui des mines 0,2 %.

Pourtant, ils gèrent des ressources hautement stratégiques et génèrent des revenus colossaux pour l'État. « Nous demandons de plus une transparence totale sur les financements climatiques internationaux reçus par Madagascar, leur utilisation et leur impact », affirment les signataires de la lettre adressée au chef de l'État.

Ce dernier doit garantir le respect des droits des communautés locales gestionnaires de ressources naturelles, terrestres et marines, et assurer leur pleine participation effective aux décisions. Aucune décision d'exploitation, de concession minière ou forestière ne doit être prise sans la consultation libre, préalable et éclairée des communautés concernées.

Pour la société civile, il est nécessaire d'adopter sans délai la loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte. Elle est attendue depuis plusieurs années pour mettre fin au vide juridique qui expose ces activistes à des représailles.



À cause des perturbations du cycle de l'eau, dues en majeure partie aux effets du changement climatique et à la déforestation galopante, les rivières tassissent et n'arrivent plus à faire tourner les centrales hydroélectriques comme celle d'Andekaleka, dans l'Est de Madagascar. Image de Rivonala Razafison prise le 16 décembre 2024.

Le projet d'autoroute de discorde et de concorde et la déforestation

Le cas du projet d'autoroute, de discorde et de concorde, est aussi dans le viseur. La future infrastructure, dont la première tranche de 80 km à partir de la banlieue nord d'Antananarivo, est en construction depuis avril 2024, devrait relier la capitale à la ville portuaire de Toamasina, sur la côte orientale, sur 260 km, à raison de 4 millions USD le kilomètre.

Le hic est que son tracé initial traverse des zones sensibles et importantes pour la conservation de la biodiversité malgache, avec des répercussions sur les moyens de subsistance des communautés riveraines. Les alternatives identifiées doivent être prises en considération. Une

concertation de toutes les forces vives devrait se tenir en novembre prochain, suivant un accord commun établi l'an passé.

En outre, les écologistes et défenseurs des droits humains exhorte les nouvelles autorités à mettre fin à toute forme d'accaparement foncier privant les communautés et les citoyens malgaches de leurs droits et menaçant les écosystèmes fragiles. Le gouvernement déchu a lancé des initiatives ayant provoqué des grognes dans différentes régions.

Quant au secteur extractif en particulier, la société civile préconise sa réforme en profondeur dans le but d'en finir avec la spéculation sur les permis miniers et demande de s'assurer que les grands investissements miniers bénéficient réellement au budget de l'Etat et à la population. Elle souhaite un processus participatif à ce propos.

Certes, le processus de création de zones d'encadrement minier pour l'exploitation artisanale au profit de la communauté et des écosystèmes, souvent à la merci de la voracité des élites locales ou administratives, a été enclenché. Mais l'envergure des efforts déployés jusqu'ici reste encore faible.



État du déclin environnemental dans le district d'Ambobombe Androy, dans le Sud malgache, dont le Chef de l'État, le colonel Michaël Randrianirina, est originaire. Image de Rivonala Razafison prise le 13 novembre 2022.

Engagement et assurance de coopération

La société civile saute sur l'occasion pour attirer l'attention sur le besoin impérieux de mise en place du Conseil économique, social et environnemental, tel que stipulé par la Constitution. Il s'agit d'instaurer un espace institutionnel de dialogue et de veille citoyenne faisant office d'organe indépendant, doté d'une composante environnementale forte, d'une représentation équilibrée des jeunes, des femmes, des communautés locales et de la société civile. Cette structure sera appelée à collaborer avec les plateformes existantes pour construire ensemble les orientations stratégiques de la refondation.

Vers la fin de leur lettre, les organisations signataires ont alerté les autorités sur l'explosion des feux de forêts, des trafics et activités minières illégales et des crimes environnementaux, comme lors de précédentes périodes d'instabilité politique dans le pays. « Eu égard aux circonstances, nous vous demandons d'annoncer une mobilisation nationale d'urgence et de donner des directives très fermes pour prévenir ces dérives », disent-elles.

De leur côté, elles s'engagent volontiers à contribuer collectivement à la mise en œuvre des priorités énumérées ci-dessus, par une participation active aux réflexions stratégiques, pour un développement durable et équitable.

Elles donnent leur parole, quant à la pleine coopération avec toutes les institutions et tous les acteurs de bonne foi pour bâtir un pays, où la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne deviennent des réalités. « Un développement inclusif et écologique de Madagascar est possible. Mais cet immense défi ne peut être relevé que par un travail collectif, dans l'écoute et le respect mutuels », affirment-elles.

Elles espèrent que leur appel a été entendu par le Chef de l'État installé depuis le 18 octobre dernier, et originaire d'Ambovombe Androy, dans l'extrême Sud de l'île, l'une des régions les plus durement touchées par le changement climatique, avec plus d'un million de victimes, poussées, pour la plupart, à des migrations forcées dans d'autres régions de l'île.